



Assemblée générale

Distr. général
12 février 2014
Français
Original: anglais

Conseil des droits de l'homme

Vingt-cinquième session

Point 4 de l'ordre du jour

Situations relatives aux droits de l'homme qui requièrent l'attention du Conseil

Rapport de la commission d'enquête internationale indépendante sur la République arabe syrienne*

Résumé

Dans le présent rapport, la commission rend compte des enquêtes qu'elle a effectuées du 15 juillet 2013 au 20 janvier 2014. Les conclusions qui y figurent reposent sur 563 entretiens et autres éléments de preuve rassemblés.

Plus de 250 000 personnes sont assiégées, pilonnées et bombardées sans répit en République arabe syrienne. Elles sont privées d'aide humanitaire, de vivres et de biens de première nécessité aussi fondamentaux que les soins médicaux et n'ont d'autres choix que celui de se rendre ou de mourir de faim. Le siège est employé comme arme de guerre dans un contexte de violations flagrantes des droits de l'homme et du droit international humanitaire. Les parties ne craignent pas d'avoir à répondre de leurs actes.

Les violations perpétrées par les forces gouvernementales et les milices progouvernementales et par les groupes armés non étatiques diffèrent dans leur ampleur et leur répartition géographique.

Les forces gouvernementales et les milices progouvernementales poursuivent leurs attaques généralisées contre les civils, commettant systématiquement des meurtres, des actes de torture, des viols et des disparitions forcées constitutifs de crimes contre l'humanité. Elles ont poursuivi leurs violations flagrantes des droits de l'homme et les crimes de guerre que sont le meurtre, la prise d'otages, la torture, le viol et les sévices sexuels, le recrutement et l'utilisation d'enfants dans les hostilités et le ciblage de civils par des tireurs embusqués. Elles ont fait fi de la protection spéciale accordée aux hôpitaux, au personnel médical et humanitaire et aux biens culturels. Alep a été soumise à une campagne de bombardements aux barils d'explosifs qui ciblaient des zones entières et semaient la terreur dans la population civile. Les forces gouvernementales ont utilisé des armes incendiaires, causant des maux superflus, en violation du droit international humanitaire. Les bombardements aériens et pilonnages aveugles et disproportionnés ont provoqué à

* Les annexes au présent rapport sont distribuées telles qu'elles ont été reçues, uniquement dans la langue du texte original.



grande échelle des déplacements de population arbitraires. Les forces gouvernementales et les milices progouvernementales ont perpétré des massacres.

Les groupes armés non étatiques, cités dans le présent rapport, ont commis des crimes de guerre, notamment des meurtres, des exécutions sans procédure régulière, des actes de torture, des prises d'otages, des violations du droit international humanitaire assimilables à des disparitions forcées, des viols et des sévices sexuels, des recrutements d'enfants et leur utilisation dans les hostilités, des attaques d'objets protégés et le déplacement forcé de civils. Des membres du personnel médical, des religieux et des journalistes ont été pris pour cibles. Les groupes armés ont assiégé et pilonné aveuglément des quartiers civils, semant dans certains cas la terreur dans la population au moyen de voitures piégées explosant dans des zones civiles. Dans le gouvernorat d'Ar-Raqqah, la détention de très nombreux civils et leur torture systématique par des groupes armés identifiés constituaient un crime contre l'humanité. Les groupes armés non étatiques ont perpétré des massacres.

L'utilisation d'armes chimiques, du sarin plus précisément, a été constatée dans de multiples incidents au cours de ce conflit. Le seuil fixé par la commission quant au caractère probant des éléments de preuve n'a été atteint pour aucun de ces incidents en ce qui concerne leurs auteurs.

Les États qui exercent une influence sur les parties en République arabe syrienne doivent s'employer à faire en sorte que lesdites parties se conforment aux règles du droit international humanitaire. Le Conseil de sécurité assume la responsabilité d'avoir laissé les parties en guerre violer ces règles impunément.

Table des matières

	<i>Paragraphes</i>	<i>Page</i>
I. Introduction.....	1–6	4
A. Difficultés rencontrées.....	2–3	4
B. Méthode employée	4–6	4
II. Dynamique du conflit.....	7–19	4
A. Forces gouvernementales et milices progouvernementales.....	11–13	5
B. Groupes armés non étatiques	14–19	5
III. Violations relatives au traitement des civils et des belligérants hors combat.....	20–84	7
A. Massacres et autres exécutions illégales.....	20–33	7
B. Arrestation arbitraire et détentions illégales	34–40	9
C. Prise d’otages	41–46	9
D. Disparitions forcées	47–50	10
E. Torture et mauvais traitements	51–61	11
F. Sévices sexuels et violences contre les femmes	62–71	12
G. Violations des droits des enfants	72–84	13
IV. Violations concernant la conduite des hostilités	85–150	15
A. Attaques illégales.....	85–106	15
B. Personnes et objets bénéficiant d’une protection spéciale.....	107–126	18
C. Utilisation d’armes illégales	127–131	20
D. Sièges et droits économiques, sociaux et culturels	132–143	21
E. Déplacements arbitraires ou forcés.....	144–150	24
V. Conclusions et recommandations.....	151–163	25
A. Conclusions	151–155	25
B. Recommandations	156–163	26
 Annexes		
I. Correspondence with the Government of the Syrian Arab Republic		28
II. Political and humanitarian context.....		32
III. Specific mandate on massacres.....		35
IV. Without a trace: enforced disappearances in Syria		38
V. Government detention centres.....		48
VI. Use of barrel bombs		52
VII. Assaults on medical care.....		57
VIII. Map of the Syrian Arab Republic		65

I. Introduction

1. Dans le présent rapport, soumis en application de la résolution 22/24 du Conseil des droits de l'homme, la commission internationale d'enquête indépendante sur la République arabe syrienne énonce les conclusions des enquêtes qu'elle a menées entre le 15 juillet 2013 et le 20 janvier 2014¹. Le présent rapport doit être lu en conjonction avec les rapports antérieurs de la commission².

A. Difficultés rencontrées

2. Les enquêtes de la commission demeurent entravées par le déni d'accès à la République arabe syrienne.
3. La correspondance échangée entre la Mission permanente de la République arabe syrienne et la commission figure en annexe au présent rapport (voir annexe I).

B. Méthode employée

4. La méthode employée par la commission reprenait les pratiques habituelles des commissions d'enquête et des enquêtes sur les droits de l'homme. La commission s'est appuyée essentiellement sur des récits de première main.
5. Les informations figurant dans le présent rapport sont tirées de 563 entretiens menés dans la région et à partir de Genève. Depuis septembre 2011, 2 648 entretiens au total ont été menés par la commission. Des photographies, des enregistrements vidéo, des images satellite et des rapports médicaux ont été rassemblés et analysés. Des rapports émanant de sources gouvernementales et non gouvernementales, des travaux d'analyse universitaires et des rapports des Nations Unies ont également fait partie de l'enquête.
6. Le critère adopté en matière de preuve est celui des motifs raisonnables pour la commission de penser que les incidents dont il est question se sont produits tels que décrits.

II. Dynamique du conflit

7. Le conflit en République arabe syrienne a gagné en intensité et en ampleur, les deux parties ayant redoublé d'efforts pour améliorer leur position de négociation avant la Conférence de Genève II. En dépit de gains tactiques, sporadiques enregistrés par le Gouvernement, le conflit est dans une impasse très coûteuse en vies humaines et pertes matérielles pour le pays et pour les parties. Particulièrement féroces autour des grandes villes et le long des principales voies de communication, les hostilités ont pris un tour plus brutal sur le plan des tactiques et des moyens mis en œuvre. Le Gouvernement a largement exploité la puissance de feu supérieure de son aviation et de son artillerie, tandis que les groupes armés non étatiques ont eu de plus en plus recours aux méthodes de la guerre asymétrique, telles que les attentats-suicide et l'emploi d'engins explosifs improvisés.
8. La fragmentation et le caractère localisé de la guerre se sont accentués avec l'apparition de lignes de front multiples tenues par différentes parties aux priorités changeantes. Ayant avant tout des visées limitées et de courte durée, la plupart de ces

¹ La commission était composée de Paulo Sérgio Pinheiro (Président), Karen Koning AbuZayd, Vitit Muntarbhorn et Carla Del Ponte.

² S-17/2/Add.1, A/HRC/19/69, A/HRC/21/50, A/HRC/22/59, A/HRC/23/58 et A/HRC/24/46.

affrontements répondaient davantage à des particularités opérationnelles et socioéconomiques locales qu'au contexte plus large du conflit. Les hostilités dans les gouvernorats du nord-est ont opposé des forces kurdes à des groupes armés islamiques radicaux dans le cadre d'un sous-conflit distinct ayant ses propres lignes de front et sa propre dynamique militaire interne. Dans de nombreux cas, les communautés dans les gouvernorats du centre du pays ont négocié des cessez-le-feu localisés.

9. Des facteurs internes pèsent de plus en plus sur l'évolution du conflit. Tout en appelant à une solution politique, des parties prenantes internationales ont continué d'apporter aux belligérants un soutien financier et logistique en vue d'orienter l'issue du conflit dans le sens de leurs intérêts respectifs. Des donateurs et intermédiaires privés dans la région ont joué un rôle effectif de soutien à des groupes armés ou centres d'opérations précis par des campagnes de collecte de fonds menées sur les médias sociaux. Dans l'intervalle, des milliers de combattants étrangers se sont joints aux hostilités, soit ouvertement aux côtés du Gouvernement soit clandestinement dans les groupes armés, renforçant ainsi la dimension confessionnelle du conflit par la composition de ces groupes et leurs récits.

10. Les fractures confessionnelles se sont élargies au-delà des frontières de la République arabe syrienne, mettant en péril la sécurité et la stabilité des pays voisins. Le risque que la région soit déstabilisée encore plus est réel et sérieusement préoccupant.

A. Forces gouvernementales et milices progouvernementales

11. Les forces gouvernementales ont reconquis plusieurs zones stratégiques, par l'emploi d'armements lourds, l'engagement systématique de forces irrégulières et une participation accrue de forces étrangères. Tout en conservant le contrôle de la plupart des principaux centres urbains et lignes de communication, elles ont menacé les places fortes de l'opposition à Damas et Alep. Elles ne sont toutefois pas parvenues à reprendre effectivement le contrôle des zones rurales précédemment conquises par les groupes armés.

12. Les forces irrégulières progouvernementales, aussi bien les forces paramilitaires que les groupes de miliciens, ont crû en nombre et ont été davantage utilisées directement dans les opérations de combat. En outre, les forces de défense nationales, les bataillons du parti Baas, les comités populaires et les groupes de *chabbihas* ont continué d'opérer dans leurs quartiers tout en intervenant de plus en plus et de manière régulière au soutien aux forces armées. Le Gouvernement a aussi bénéficié du soutien d'unités de combat étrangères, notamment celles du Hezbollah et des milices irakiennes, en particulier dans les opérations critiques.

13. Dans le cadre de leur stratégie visant à affaiblir les insurgés et à briser la volonté de leur base populaire, les forces gouvernementales ont assiégé plusieurs localités, stratégie renforcée par des campagnes prolongées de pilonnage. Des sièges partiels visant à expulser les groupes armés se sont transformés en blocus rigoureux empêchant la livraison de fournitures de base, y compris de vivres et de médicaments dans le cadre d'une campagne visant à «affamer jusqu'à soumettre».

B. Groupes armés non étatiques

14. À mesure que le conflit s'intensifiait, les groupes armés non étatiques, expression désignant tous les groupes armés non alignés sur le Gouvernement, ont opéré une série de réalignements et de luttes internes. Leur fragmentation a fait avorter toutes les initiatives visant à les réunir sous un commandement unifié doté d'une structure cohérente et d'une stratégie claire. La persistance de divergences idéologiques, politiques et sociales a constitué un facteur de division, voire parfois d'antagonisme, entre les positions des uns et des autres.

15. Les connexions entre les groupes armés se sont améliorées à l'échelle du pays, débouchant sur des mécanismes permanents ou temporaires de coordination et d'intégration, y compris dans le cadre de coalitions et de centres d'opérations. Ces réalignements reposaient sur des objectifs tactiques communs, des idéologies partagées, la pression de soutiens extérieurs ou la simple nécessité opérationnelle. À ce sujet, des coalitions islamiques locales, le Front islamique par exemple, ont marginalisé les groupes non idéologiques et modérés, en partie grâce au soutien financier sélectif de certains gouvernements et de leurs ressortissants.

16. Pour décrire ce paysage complexe, on peut classer les groupes armés non étatiques en quatre grands regroupements qui ne s'excluent pas mutuellement:

- Les nationalistes syriens modérés organisés en un conglomérat de groupes armés affiliés au Conseil militaire suprême, et qui bénéficient d'un soutien international dans sa lutte contre le Gouvernement et pour l'instauration d'un État démocratique et pluraliste. On trouve aussi dans ce regroupement des groupes islamistes modérés et des groupes armés ayant des visées locales circonscrites aux aspirations de leurs communautés respectives;
- Les groupes islamiques armés syriens rassemblant des combattants qui ont pour objectif de chasser le Gouvernement et militent pour l'instauration de la charia en tant que cadre d'un État islamique en Syrie. Cette catégorie recouvre des combattants représentant un large éventail d'idéologies islamiques;
- Les groupes jihadistes radicaux, dont les deux principales filiales d'Al-Qaïda, Jabhat Al-Nusra, et l'État islamique en Iraq et en Al-Cham (l'ISIS), recrutés parmi les combattants jihadistes salafistes et comportant une présence et une influence non négligeables de combattants étrangers. Un fossé a commencé à se creuser entre les deux groupes, le premier restant engagé aux côtés des autres groupes rebelles dans la lutte contre les forces gouvernementales tandis que l'ISIS s'attachait à accorder la priorité au renforcement de son contrôle territorial contre tout empiètement;
- Les groupes armés kurdes, à savoir essentiellement les unités de protection populaires (YPG), qui se sont chargés de protéger et gouverner le territoire, en bénéficiant d'un commandement unifié, de membres disciplinés et d'un soutien populaire. Ils ont renforcé leur contrôle sur les régions kurdes après avoir combattu d'autres groupes armés, en particulier les filiales d'Al-Qaïda dans les gouvernorats d'Alep, Ar-Raqqah et Al-Hasakah.

17. Les chevauchements en matière d'orientation idéologique et d'aspirations politiques, ainsi que les migrations individuelles et collectives continues entre les trois premiers regroupements expliquent qu'il soit difficile d'établir une séparation linéaire ou fixe entre ces catégories. Obtenir des moyens logistiques, un financement en particulier, est devenu le déterminant le plus important de la dynamique structurelle et opérationnelle entre les groupes rebelles. Bien souvent, le choix de tel ou tel groupe armé ou coalition relève davantage d'un besoin de survie que d'un véritable engagement idéologique.

18. Dans ce contexte fort compliqué, les luttes internes entre groupes rebelles, toutes catégories confondues, ont de plus en plus porté sur le contrôle des territoires et des ressources, y compris des routes, des points de passage aux frontières, des itinéraires de la contrebande et des ressources naturelles. Dernièrement, des tensions longtemps en gestation entre l'ISIS et d'autres groupes rebelles, notamment le Front islamique, ont débouché sur de violents affrontements recouvrant les gouvernorats du nord et du nord-est.

19. On trouvera une description du contexte politique et humanitaire actuel en annexe au présent rapport (voir annexe II).

III. Violations relatives au traitement des civils et des belligérants hors combat

A. Massacres et autres exécutions illégales³

1. Forces gouvernementales et milices progouvernementales

20. Les forces gouvernementales ont continué d'exécuter illégalement les personnes perçues comme étant des ennemis potentiels, y compris des civils et des belligérants hors combat, en violation de l'article 3 commun aux Conventions de Genève. Dans l'arrière-pays de Damas, les forces gouvernementales ont renforcé le siège des zones contrôlées par l'opposition, en adoptant des tactiques de plus en plus brutales contre quiconque est perçu comme étant une menace. Des forces syriennes à l'extérieur de Muadamiyah et de Daraya ont exécuté des personnes qui voulaient traverser un barrage. Des exécutions ont été documentées au barrage de la 4^e division près de l'aéroport de Mezzeh, ainsi qu'aux barrages de Summariah et de Sahnaya.

21. Des Bédouins, appartenant en particulier aux tribus des Jamlan, Harb, Abadah et Naaim, ont été pris pour cibles parce que perçus comme étant affiliés à l'opposition armée. Le 29 juillet 2013, trois Bédouins ont été arrêtés et exécutés par les forces gouvernementales près de Bley, aéroport militaire dans le sud du gouvernorat de Damas. Le 7 août, des soldats de l'armée syrienne en patrouille à Al-Bitariyah ont abattu deux Bédouins désarmés. Au début de septembre, trois bédouins ont été abattus à bout portant à un barrage situé entre la Ghouta orientale et l'aéroport international de Damas.

22. Les forces gouvernementales ont pris pour cible des personnes malades ou blessées, en particulier des hommes qui sollicitaient un traitement médical, en considérant leurs blessures comme un indice de participation aux hostilités. Au milieu du mois de septembre, des personnes traitées pour des blessures non mortelles à l'hôpital Mowasat ont été retrouvées mortes après le passage de soldats dans leur salle d'opération. Une personne de sexe masculin qui était présente sur les lieux s'est vu demander ses papiers d'identité et a été exécutée lorsqu'il s'est avéré qu'elle était un proche des victimes. Le 24 octobre, des combattants de l'Armée syrienne libre (ASL) qui escortaient un convoi de civils et de combattants blessés hors d'Al-Nashabeyah sont tombés dans une embuscade. Des soldats de la 22^e brigade se sont approchés et ont achevé les blessés à bout portant.

23. Au cours de la campagne pour la reconquête du gouvernorat de Homs les forces gouvernementales ont perpétré des exécutions illégales. Au milieu de juillet, des personnes déplacées à l'intérieur dudit gouvernorat, prises au hasard, ont été exécutées à Al-Furqlus par des soldats de la 18^e division. Le 21 juillet, les forces gouvernementales, soutenues par des *chabbihas*, sont entrées à Sukhnah, dans l'est du gouvernorat de Homs, et ont procédé à des descentes dans les maisons au cours desquelles elles ont abattu huit civils. À Houlah, au cours du mois du ramadan, les forces gouvernementales ont procédé à des perquisitions et des arrestations dans les maisons. Les corps de personnes arrêtées au cours de ces descentes ont été par la suite rendus à leurs proches.

24. Les forces gouvernementales contrôlent toujours la majorité du gouvernorat de Hama. Le 7 août, appuyées par les forces de défense nationales, elles ont tué un homme au barrage proche d'Al-Jadeedah. À la fin du mois de septembre, des *chabbihas* ont fait une descente dans une maison à Jalmeh et tué un déserteur.

³ Voir également annexe III.

2. Groupes armés non étatiques

1. Exécutions assimilables à des meurtres constitutifs de crime de guerre

25. Deux garçons âgés de 15 ans, enlevés près de Nubul (Alep) le 26 juin, ont été exécutés le 11 août 2013 à Mayer, parce que les exigences de l'Émir de l'ISIS à Tal Rifaat et à Azzaz n'avaient pas été satisfaites. Leurs cadavres avaient été mutilés au point de ne plus être reconnaissables. Une bande vidéo de leur exécution a été placée sur Internet. En septembre, l'ISIS a attaqué le quartier général et la prison de la Brigade d'assaut du Nord à Jebel Barsaya, exécutant un prisonnier.

26. Des agriculteurs alaouites de la vallée d'Al-Ghab (Hama) sont régulièrement enlevés et exécutés par des groupes armés opérant depuis les villages sunnites environnants. Depuis mai 2013, plusieurs agriculteurs ont été abattus alors qu'ils cultivaient leurs champs.

27. Les groupes armés non étatiques ont exécuté des soldats qu'ils avaient capturés. Ayant pris le contrôle d'un barrage militaire gouvernemental situé à 2 kilomètres de Maaloula (arrière-pays de Damas) le 4 septembre, des membres de groupes armés ont capturé et exécuté des soldats qui se trouvaient sur les lieux. Le 7 septembre, des combattants ont fait une descente dans une maison sur la rue Mar Sarkis. Mettant de côté les femmes et les vieillards, ils ont sorti trois hommes et les ont abattus.

28. Depuis juillet, Jabhat Al-Nusra, parfois en coordination avec d'autres groupes armés, a procédé à une série d'assassinats de civils kurdes à Al-Youssoufiyah, Qamishli et Al-Asadia (Al-Hasakah). Au cours d'un raid lancé par des bataillons de l'ISIS, de Jabhat Al-Nusra, du Front islamique et de l'ASL, les combattants ont tué un yazidite kurde qui refusait de se convertir à l'islam à Al-Asadia.

2. Exécutions assimilables aux exécutions sans procédure régulière constitutives de crime de guerre

29. En établissant leur contrôle sur des zones du nord-est de la Syrie, certains groupes armés ont procédé à des exécutions extrajudiciaires publiques, au mépris des garanties d'un procès équitable, en violation de l'article 3 commun aux Conventions de Genève. À la fin du mois d'août, la Brigade d'assaut du Nord a exécuté un homme non identifié sur la place centrale d'AZZAZ (Alep).

30. Au milieu du mois de septembre, les bataillons du Rassemblement des hommes libres de Nawa, affiliés à l'ASL, sont entrés à Nawa (Daraa) et ont capturé trois soldats gouvernementaux. Ces derniers ont été interrogés pour déterminer s'ils avaient pris part à des «bains de sang» puis sommairement exécutés.

31. Au cours de l'attaque d'un barrage gouvernemental à Jisr Al-Shughur (Idlib), le 7 octobre, la brigade Al-Saïqa de l'ASL a capturé un soldat. Les combattants ont demandé un avis sur la charia. Leur contact leur a donné instruction d'exécuter ce soldat, en expliquant que «ceux qui se rendent après avoir été capturés seront exécutés».

32. En octobre, Ahrar Al-Sham a capturé un auteur présumé d'attentat à la voiture piégée à Binnish (Idlib). L'homme a été interrogé et passé à tabac pour lui soutirer des aveux puis a été sommairement exécuté à l'issue d'un procès conduit par des «juges déserteurs».

33. Jabhat Al-Nusra et l'ISIS ont procédé à des exécutions sommaires à Tal Abyad (Ar-Raqqa) en septembre. Les groupes armés ont procédé à des exécutions sommaires pour affirmer leur présence après avoir pris le contrôle d'un secteur et pour répandre la peur au sein de la population.

B. Arrestations arbitraires et détentions illégales

1. Forces gouvernementales et milices pro-gouvernementales

34. Les forces gouvernementales ont procédé à des arrestations arbitraires pendant et immédiatement après les opérations terrestres. De juillet à septembre 2013, elles ont mené une campagne d'arrestations dans tout le gouvernorat d'Homs, à Al-Qaryatayn, Houlah, Karm Al-Zeytun et Dewayer, ainsi qu'à Sinjar (Idlib) en juillet, à Al-Jalmeh (Hama) en novembre, et Beit Jin (arrière-pays de Damas) et Kafr Shams (Daraa) en septembre. Les hommes et les adolescents étaient visés, encore que des enfants, des femmes et des vieillards aient été également détenus.

35. Des familles de personnes soupçonnées d'appartenir aux groupes armés, y compris les familles de combattants décédés, ont été détenues pour obtenir des renseignements ou à titre de représailles. Cette pratique a plongé des communautés entières dans la peur. Les familles de Muadamiyah (arrière-pays de Damas) en sont venues à ne plus publier des avis de décès.

36. Des habitants des zones contrôlées par l'opposition ont été arrêtés et détenus lors du passage des barrages. En juillet, une femme a été arrêtée à un barrage à Damas parce que sa carte d'identité portait toujours son ancienne adresse de Daraa. Cette pratique a entravé la liberté de circulation des civils, en particulier des hommes et des garçons âgés de plus de 12 ans.

37. Des médecins et des secouristes ont été détenus au motif qu'ils auraient aidé des «terroristes» à Hama et Damas. Des défenseurs des droits de l'homme et des militants politiques ont été visés par des arrestations et détentions à Damas, limitant ainsi leur liberté d'expression et d'opinion.

38. Des personnes ont été détenues sans motif juridique, leur détention n'était justifiée par aucun motif recevable et elles n'ont pas pu exercer leur droit à ce que les motifs et la légalité de leur arrestation soient réexaminés. Les forces gouvernementales ont procédé à des arrestations arbitraires et des détentions illégales, en violation du droit international des droits de l'homme.

2. Groupes armés non étatiques

39. Les groupes armés non étatiques ont arbitrairement privé des personnes de leur liberté, violant ainsi leurs obligations en vertu du droit international humanitaire. Ils n'ont pas accordé aux détenus le droit à ce que leur détention soit examinée au stade initial puis périodiquement par une entité indépendante.

40. À la fin de juillet 2013, des combattants de l'ISIS ont arrêté des civils kurdes à Tal Abyad (Ar-Raqqah) à cause de leur origine ethnique. En août, un médecin a été appréhendé par une brigade de l'ASL à Alep au simple motif qu'il avait apporté une aide médicale aux forces gouvernementales. Dans le gouvernorat d'Alep, des personnes ont été arbitrairement arrêtées et illégalement détenues par Jabhat Al-Nusra, Ahrar Al-Sham et l'ISIS. Des jugements sommaires prononcés par des mécanismes qui ne répondaient pas aux normes minimales de garantie d'une procédure régulière servaient quelquefois de fondement à l'incarcération.

C. Prise d'otages

41. Les deux parties ont recouru à la prise d'otages, en violation du droit international humanitaire et du droit pénal international. Le nombre des incidents imputables aux groupes armés non étatiques, en particulier à l'ISIS, est en augmentation.

42. Les belligérants, mus par l'appât du gain financier ou la perspective d'échanges de prisonniers détenus par l'autre partie, ont procédé à des enlèvements de personnes. Dans certains cas, des bandes criminelles ont utilisé le conflit à des fins d'intérêt personnel. Avec l'accélération du rythme des enlèvements, les civils se sont enfuis de chez eux pour chercher la sécurité ailleurs. Certaines familles ont interdit aux femmes et aux filles de sortir de la maison, limitant ainsi leur liberté de circulation et leur accès à l'éducation.

1. Forces gouvernementales et milices progouvernementales

43. Les forces gouvernementales, les forces de défense nationales, les comités populaires et les groupes de *chabbihas* ont pris des otages pour en obtenir une rançon dans les gouvernorats de Lattaquié et de Tartous. Le barrage d'Al-Mashtal à Tartous est tristement célèbre à cet égard.

44. À Beit Jin et Saesae (arrière-pays de Damas), les services de renseignement syriens ont enlevé des femmes et des enfants aux barrages pour les échanger contre des soldats détenus par les groupes armés.

2. Groupes armés non étatiques

45. Le 25 juin 2013, deux adolescents ont été enlevés à l'extérieur de Nubul et de Zahra, enclaves chiites dans le nord du gouvernorat d'Alep. L'échange de prisonniers n'ayant pas abouti, les deux enfants ont été exécutés. Les 23 et 24 septembre, deux convois de 60 femmes et enfants qui venaient de quitter Nubul et Zahra ont été enlevés par Jamaat Al-Husba. Dans le gouvernorat de Lattaquié, à la suite d'une attaque de groupes armés contre des villages alaouites orientaux, 120 femmes et enfants ont été pris en otages et sont toujours détenus, apparemment par Ahrar Al-Sham.

46. Le 21 juillet, au cours d'une attaque de l'ISIS sur Tal Abyad (Ar-Raqqah), plusieurs centaines d'hommes kurdes ont été pris en otage en vue d'un échange contre un commandant de l'ISIS qui avait été capturé. En juillet et août, des civils kurdes ont été enlevés en vue de l'obtention d'une rançon par Jabhat Al-Nusra, dans une zone s'étendant de Qamishli à Al-Malikiyah.

D. Disparitions forcées

1. Forces gouvernementales et milices progouvernementales

47. Dans un document de séance, la commission a examiné le phénomène des disparitions forcées en République arabe syrienne pour la période allant de mars 2011 à novembre 2013 (voir annexe IV). Des informations faisant état de disparitions continuent de parvenir à la commission. En septembre 2013, un homme âgé de 70 ans a été arrêté par des agents des services de renseignement au barrage de Nahar Aisha (Damas). Son sort demeure inconnu.

48. Les autorités syriennes refusent systématiquement de reconnaître qu'une personne a été privée de liberté ou d'informer ses proches sur l'état ou le lieu dans lequel elle se trouve. Les familles ont souvent peur de s'adresser aux autorités. Les sources possibles d'information sont notamment d'anciens codétenus et certains fonctionnaires corrompus.

49. Les disparitions forcées interviennent dans le cadre d'une attaque généralisée contre la population civile et constituent un crime contre l'humanité.

2. Groupes armés non étatiques

50. L'ISIS est en train d'adopter des pratiques qui pourraient donner lieu à des actes assimilables à des disparitions forcées, en violation des obligations qui lui incombent en

vertu du droit international humanitaire. En août 2013, un militant a disparu à Ar-Raqqah; un de ses codétenus a indiqué qu'il était entre les mains de l'ISIS, qui a démenti. Le 9 décembre, trois militants ont été capturés à Dumah (Damas). Actuellement considérés comme disparus, leur sort est inconnu de même que l'identité de leurs ravisseurs.

E. Torture et mauvais traitements

1. Forces gouvernementales et milices progouvernementales

51. La torture et d'autres formes de mauvais traitements par les forces gouvernementales et les milices progouvernementales continuent d'être pratiquées à grande échelle dans les lieux de détention, par les services de renseignement, aux barrages entourant les zones assiégées et lors de descentes dans les maisons, et ce, en tant que moyens d'obtenir des renseignements, de punir et de semer la terreur au sein de la population.

52. La torture et les mauvais traitements sont pratique courante dans les lieux de détention officiels (voir annexe V), en particulier dans les organismes de renseignement tels que la Section de la sécurité politique à Alep, les Sections 215 et 227 de la sécurité militaire, le Service de renseignement de l'Armée de l'air de Mezzeh, la Section de la police militaire de Qaboun et la prison de Sednaya à Damas, la prison centrale de Gharez à Daraa et la Section du renseignement militaire à Homs. Des méthodes telles que les coups violents sur tout le corps, tête comprise, la pendaison par les bras pendant de longues périodes et les tortures sexuelles continuent d'être pratiquées, comme la commission l'a déjà signalé documents à l'appui. Les blessures physiques des victimes étaient conformes aux marques caractéristiques de la torture.

53. Les sévices étaient également monnaie courante aux barrages entourant les zones assiégées, autour de la Ghouta en septembre ainsi qu'autour de Kafr Shams (Daraa) jusqu'en septembre. Le recours à la torture et autres mauvais traitements s'insère dans la stratégie des sièges employée pour tenir en respect la population locale.

54. Des passages à tabac et autres mauvais traitements ont été perpétrés au cours de descentes dans les maisons à Homs, en septembre, et à Daraa, en juillet et octobre 2013.

55. Les conditions de détention étaient caractérisées par le manque de vivres, d'eau, d'espace, de sommeil, d'hygiène et de soins médicaux. Des détenus sont morts du fait de ces conditions de détention. Selon un interlocuteur de la commission, un membre de sa famille détenu ne demandait qu'une seule visite tous les six mois parce qu'après chaque visite il était passé à tabac et son état de santé se détériorait dangereusement. Sans équipements d'hygiène satisfaisants ni soins médicaux, les détenus tombaient souvent malades. En juillet, un détenu qui hurlait de douleur en demandant aux gardiens de l'emmener aux toilettes a été battu à mort devant d'autres détenus. Ces conditions de détention constituent une peine ou un traitement cruel, inhumain ou dégradant.

56. Les forces gouvernementales et les milices ont pratiqué d'autres formes de peines ou traitements cruels, inhumains ou dégradant dans le cadre d'un assaut généralisé contre la population civile et selon une politique organisationnelle existante. Le recours généralisé à la torture est le signe d'une attaque systématique contre la population civile. La torture et d'autres actes inhumains constitutifs de crimes contre l'humanité, ainsi que de crimes de guerre, ont été commis par les forces gouvernementales et les milices.

2. Groupes armés non étatiques

57. Des secteurs d'Alep sous le contrôle de groupes armés non étatiques ont été le théâtre d'actes de torture et de mauvais traitements commis par des groupes tels que le bataillon Saddam Hussein de la Brigade Al-Tawheed, la Brigade d'assaut du Nord et la

Coalition des brigades d'Al-Kifaa. Des civils ont été la cible du conseil de la charia, qui employait des techniques d'interrogatoire dures et des passages à tabac contre des personnes détenues arbitrairement.

58. À Damas, des civils ont été détenus et torturés en août 2013 au seul motif de leur religion. Des otages de groupes armés non étatiques ont déclaré avoir été soumis à des tortures physiques et psychologiques. À Idlib, des journalistes ont été pris pour cible, détenus et torturés depuis juillet par des groupes armés. À Tal Abyad (Ar-Raqqah), à la fin du mois de juillet, des Kurdes ont été passés à tabac et électrocutés par l'ISIS et Jabhat Al-Nusra, Ahrar Al-Sham et le bataillon du Shahid Walid Al-Sukhni, au quartier général de ces groupes. Un interlocuteur de la commission a noté qu'à Ar-Raqqah, «chaque groupe armé islamiste dispose de son propre lieu de détention dans lequel des civils sont régulièrement détenus et torturés» et des traitements durs et humiliants ont été pratiqués aux barrages tenus par les groupes armés à Damas, en août 2013, à Ar-Raqqah, après juillet, et à Al-Hasakah.

59. Les groupes armés non étatiques ont, partout en République arabe syrienne, infligé de grandes souffrances physiques ou mentales à la population civile des zones qu'ils contrôlent, au stade de l'arrestation et/ou de la détention. Le caractère de plus en plus systématique de ces pratiques, en particulier dans le contexte des événements d'Ar-Raqqah, constitue une nouvelle forme d'attaque généralisée et systématique contre la population civile.

60. La recrudescence de la torture et du traitement inhumain de la population civile dans les zones contrôlées par l'ISIS et ses filiales fournit des raisons de penser que ces groupes sont pour l'attaque généralisée et systématique de la population civile.

61. Les actes commis par les groupes armés non étatiques identifiés plus haut contre la population civile des zones qu'ils contrôlent représentent des actes de torture et de traitement inhumain constitutifs de crimes de guerre et, dans le cas d'Ar-Raqqah, de crimes contre l'humanité.

F. Sévices sexuels et violences contre les femmes

62. Les sévices sexuels et les violences contre les femmes sont un élément persistant du conflit. L'information à ce sujet demeure problématique, pour les raisons identifiées par la commission dans ses précédents rapports.

1. Force gouvernementale et milices progouvernementales

63. En novembre 2013, à la Section 215 du renseignement militaire de Damas, une femme a été soumise à une fouille corporelle intégrale par un commandant avant d'être torturée et violée sexuellement. En décembre, elle a été transférée au renseignement militaire de Homs où elle a été forcée d'avoir des rapports sexuels par voie orale.

64. En 2012, dans une section des services de renseignement à Hama, cinq femmes ont été torturées, y compris à l'électricité, tous les jours pendant plus d'un mois. Au cours de la même période, deux femmes ont été violées pendant quinze jours consécutifs par les officiers de service. En août 2013, une femme a été dénudée en public à un barrage près d'Al-Jadeedah avant d'être emmenée à la section de Hama où elle a été violée. En décembre 2013, une jeune fille de 18 ans a été torturée et violée à plusieurs reprises.

65. Des tortures sexuelles, consistant notamment à lier les parties génitales du détenu, ont été systématiquement perpétrées sur des hommes adultes et des garçons en détention à Damas, Homs et Alep. En novembre 2012, un homme a été violé à la section de la sécurité d'Al-Khatib à Damas. En janvier 2013, à la section de la sécurité de Homs, des agents ont

battu et électrocuté par les parties génitales un jeune homme de 17 ans et l'ont violé sous le regard d'autres agents.

66. Des viols et des agressions sexuelles visant des femmes et des filles ont eu lieu à des barrages à Damas, Lattaquié, Daraa, Homs et Alep. En janvier 2013, une jeune fille de 17 ans a été victime d'un viol collectif à un barrage des forces gouvernementales dans l'arrière-pays de Damas. En février 2013, une femme âgée de 28 ans a été sortie d'un autobus par une milice gouvernementale à Lattaquié avant de subir un viol collectif.

67. Des hommes ont été torturés et violés à cause de leur orientation sexuelle dans des barrages des forces gouvernementales à Damas. En 2011, six homosexuels ont été battus sauvagement avec des câbles électriques par des agents de sécurité et menacés de viol. En octobre 2012, un homme a été arrêté par la sécurité parce que le frère de son partenaire était membre de l'ASL. L'homme a été emmené à la campagne, où des cigarettes allumées ont été écrasées sur son corps en prélude à un viol collectif.

68. Les forces gouvernementales mènent une campagne d'attaques par des tireurs embusqués à Bustan Al-Qasr (Alep). Au cours d'une seule journée d'octobre, des médecins ont eu à traiter cinq hommes que les tireurs d'élite avaient visés au visage. Au cours du même mois, six femmes enceintes ont été visées à l'abdomen par les tireurs.

69. Des viols, des tortures sexuelles et autres sévices sexuels ont été perpétrés par les forces gouvernementales et les milices sur des hommes, des femmes et des enfants. Ces actes ont été commis dans le cadre d'attaques généralisées au cours desquelles des civils ont été visés à des fins de détention et ont systématiquement fait l'objet de multiples violations. Ces actes sont constitutifs de crimes contre l'humanité, de crimes de guerre et de violations du droit international humanitaire.

2. Groupes armés non étatiques

70. En 2012, une femme kurde d'Afin a été enlevée, maintenue en détention solitaire et violée par des membres de la Brigade d'assaut du Nord à Azzaz (Alep). En juin 2013, une femme a été torturée et menacée de viol dans la ville d'Ar-Raqqah pour avoir «manqué de respect» au Conseil de la charia. En octobre 2013, un homme âgé de 26 ans a été détenu en raison de son orientation sexuelle. Il a été battu et pendu au plafond par les bras par des membres de l'ISIS à Ar-Raqqah. Le 31 octobre, une directrice d'école a été publiquement fouettée par des membres de l'ISIS à Ar-Raqqah parce qu'elle ne portait pas d'*hijab*.

71. Les viols, les tortures sexuelles et les violences sexuelles perpétrés par les groupes armés non étatiques contreviennent à l'article 3 commun aux Conventions de Genève et constituent des crimes de guerre.

G. Violations des droits des enfants

1. Forces gouvernementales et milices progouvernementales

72. Des milices progouvernementales ont armé des enfants dès l'âge de 13 ans et les ont utilisés pour tenir des barrages à Alep, Daraa et Tartous. En octobre 2013, à Ataman (Daraa), des enfants âgés d'à peine 14 ans ont été armés et entraînés par les comités populaires.

73. Les sièges établis par le Gouvernement ont entraîné la malnutrition grave de jeunes enfants à Daraya, Muadamiyah et Yarmouk (Damas).

74. Des enfants, en particulier des adolescents de sexe masculin, ont été arrêtés aux barrages contrôlés par les forces gouvernementales et les milices progouvernementales à Alep, Damas et Darra. Les filles ont fait état de violences et de harcèlement sexuel subis à cette occasion.

75. Des enfants ont été placés en détention avec des adultes et soumis à la torture à l'intérieur des locaux de la Section de la sécurité politique et de la Section de la sécurité militaire de Damas. Un garçon de 15 ans, qui a passé trois mois en détention jusqu'à la fin du mois de juillet, a été quotidiennement soumis à la torture. Des cicatrices, y compris de brûlures de cigarette, étaient visibles sur son corps. Il montrait des signes très nets de stress post-traumatique.

76. À Alep, des enfants ont été délibérément pris pour cibles par des tireurs embusqués. Un médecin a signalé qu'en octobre 2013, au moins un enfant était blessé par un tireur d'élite chaque jour et a cité le cas d'un garçon de 8 ans abattu alors qu'il transportait du pain.

77. Des enfants ont été tués, blessés ou handicapés à vie par le pilonnage aveugle et les bombardements aériens des forces gouvernementales. À partir de juillet, une dizaine d'écoles ont été pilonnées et des enfants ont été tués ou blessés dans les gouvernorats d'Alep, Ar-Raqqah, Damas, Daraa, Dayr az Zawr, Homs et Idlib.

78. Les forces gouvernementales et les milices progouvernementales ont perpétré des actes constitutifs de crimes de guerre, notamment la torture d'enfants en détention et le recrutement et l'utilisation d'enfants. L'utilisation d'enfants par les milices progouvernementales constitue une violation de l'engagement pris par la République arabe syrienne au titre du Protocole facultatif à la Convention relative aux droits de l'enfant. Le refus de vivres et de soins médicaux pendant les sièges constitue une violation des obligations découlant du droit international des droits de l'homme et du droit international humanitaire. Des enfants ont été privés de leur droit à l'éducation par les attaques aveugles contre des écoles.

2. Groupes armés non étatiques

79. Des enfants ont été recrutés et utilisés par Ahrar Al-Sham, par plusieurs groupes affiliés à l'ASL, par Jabhat Al-Nusra et par l'ISIS. En 2013, des enfants assurant des rôles de combattants ont été observés auprès de groupes affiliés à l'ASL à Tamura (Alep) auprès de Jabhat Al-Nusra à Al-Hasakah, et auprès de l'ISIS à Ar-Raqqah et Alep. Des enfants ont été blessés au cours de phases actives des combats.

80. Des groupes armés ont posté des enfants âgés de 12 à 14 ans à certains barrages et ont utilisé des enfants pour charger les munitions. En 2013, des mineurs ont été aperçus au barrage de l'ISIS à Ar Raqqah et au barrage du bataillon Saddam Hussein à Alep. Des enfants ont été entraînés au maniement des armes par Jabhat Al-Nusra à Tal Rifat (Alep) en juillet 2013. L'ISIS a utilisé une école à Al-Bab (Alep) comme camp d'entraînement militaire pour les garçons en septembre 2013.

81. Des combattants mineurs ont été aperçus parmi les YPG à Qamishli (Al-Hasakah), en juillet et août 2013, et, dans une lettre datée du 30 septembre 2013 adressée à la commission, les YPG ont déclaré avoir pour politique de ne pas utiliser des enfants de moins de 18 ans. Un ordre datant du 14 décembre adressé par le commandement central des YPG aux commandants sur le terrain allait dans le même sens que ces directives. Le respect de cette politique continue d'être surveillé.

82. Des enfants ont été détenus et torturés par certains groupes armés. Un garçon de 14 ans a déclaré avoir été torturé à Ar-Raqqah, en juillet, par Ahrar Al-Sham, qui voulait lui soutirer des renseignements sur son oncle.

83. Des enfants ont été tués dans des pilonnages aveugles par des groupes armés. Le 5 octobre, un garçon de 13 ans et un de ses camarades ont été tués par un obus de mortier dans la cour de leur école à Nubul (Alep). Le 31 octobre, une fille a été tuée dans une attaque au mortier sur son école, à Damas.

84. Des groupes armés non étatiques ont perpétré le crime de guerre consistant à enrôler des enfants de moins de 15 ans et à les faire participer activement aux hostilités, et ont utilisé des enfants de moins de 18 ans dans les hostilités, en violation du Protocole facultatif à la Convention relative aux droits de l'enfant. Ils ont aussi commis le crime de guerre consistant à torturer des enfants. L'utilisation des écoles comme bases et camps d'entraînement militaires a également constitué un déni du droit des enfants à l'éducation.

IV. Violations concernant la conduite des hostilités

A. Attaques illégales

85. Les attaques aveugles et disproportionnées – principalement des pilonnages et des bombardements aériens – ont fait un nombre considérable de morts et de blessés dans la population civile. Les attaques illégales demeurent la cause première des déplacements à l'intérieur du pays et des courants de réfugiés.

1. Forces gouvernementales et milices progouvernementales

a) *Pilonnages et bombardements aériens*

86. Partout dans le pays, le Gouvernement a pilonné des zones civiles, utilisant l'artillerie, les mortiers et les chars. Dans certaines zones, le bombardement par des hélicoptères et des chasseurs était quotidien. On a relevé une nette augmentation de l'utilisation de barils d'explosifs très imprécis et mortels lâchés sur les zones urbaines à partir d'hélicoptères volant à haute altitude. Cette façon de procéder constitue une utilisation aveugle de ce type d'arme (voir annexe VI).

87. Les forces gouvernementales ont féroceement bombardé des zones d'habitat civil contestées mais d'importance stratégique. Les gouvernorats d'Alep, de Damas, de Daraa, d'Idlib et d'Ar-Raqqah ont été soumis à des attaques soutenues.

88. Ces attaques ne visaient pas des objectifs distinctement militaires. Dans les zones où des combattants des groupes armés étaient présents, les forces gouvernementales ont traité comme étant la même cible des objectifs militaires clairement distincts et des zones densément peuplées. Les bombardements aériens sèment la terreur dans la population civile et sont interdits par le droit international humanitaire. Les forces gouvernementales ne lançaient pas d'avertissement avant d'attaquer.

89. Le gouvernorat d'Alep a fait l'objet d'une attaque intense et aveugle. La ville d'Alep a subi tout au long de la période examinée des bombardements qui ont abouti à la campagne en cours d'attaques aux barils d'explosifs causant dans la population civile des centaines de morts et de blessés, certains mutilés à vie. Les forces gouvernementales ont tiré des obus de mortier et des missiles sur Azzaz en juillet. En août, des dizaines de civils, parmi lesquels des femmes et des enfants, ont été tués par des missiles tirés par des avions de chasse gouvernementaux. Le 26 août, des civils, en majorité des enfants, ont été tués lors d'une attaque aux bombes incendiaires sur une école d'Urem Al-Koubra. En septembre et octobre, les bombardements aériens, y compris les tirs de missiles et les lâchers de barils d'explosifs, se sont concentrés sur Minbij, Al-Safirah et Tal Hasel. Le camp de personnes déplacées d'Al-Safirah a subi, début octobre, une attaque aux barils d'explosifs qui a fait de nombreux morts parmi les civils. Entre novembre 2013 et janvier 2014, des localités du gouvernorat d'Alep, notamment Abu Taltal et Maarat Al-Arteeq, ont été touchées par des tirs de missiles et d'artillerie. En décembre, le village de Mayer a fait l'objet d'un pilonnage aveugle à partir des positions de l'armée à Nubul et Zahra.

90. Les villes et villages du gouvernorat de Damas ont subi des attaques incessantes. Entre le milieu de septembre et le milieu d'octobre, la Ghouta a subi un bombardement aérien intense, souvent quotidien, qui a eu des effets dévastateurs sur cette zone densément peuplée. Muadamiyah et Daraya, également assiégées, ont été pilonnées et bombardées. Qaboun, Dumayr, Beit Jin et Zabadani ont également subi des attaques illégales. Dans la région de Qalamoun, les attaques aveugles des forces gouvernementales en novembre et décembre ont contraint plus de 4 000 familles à prendre la fuite.

91. Les forces gouvernementales ont à de multiples reprises tiré des obus et des missiles sur les quartiers de Tariq Al-Saad et Saharra dans la ville de Daraa. En juillet et août, des attaques aveugles – généralement des pilonnages provenant des positions de l'armée situées à proximité – ont été documentées à Nawa, Alma, Naseeb, Dael, Inkhel et Yadoudeh, dans le gouvernorat de Daraa.

92. Les attaques contre les villes et les villages du gouvernorat d'Idlib sont trop nombreuses pour être décrites dans le détail. La région de Jabal Al-Zawiya et, en particulier, les villes de Saraqib, Kafr Nabl et Maarat Al-Numan ont subi d'intenses bombardements aériens entre juillet et octobre, notamment au moyen de barils d'explosifs. Le 21 juillet, un marché a été bombardé à Ariha, provoquant des victimes civiles en masse. Ariha a été violemment attaquée entre le 24 août et le 3 septembre. Ces deux attaques ont fait de nombreuses victimes civiles.

93. La ville d'Ar-Raqqah a subi un bombardement aérien, y compris aux barils d'explosifs, en juillet. Le 29 septembre, un avion de chasse a bombardé une école, tuant 16 personnes dont 13 enfants.

94. Des pilonnages et des bombardements aériens ont été également documentés dans les gouvernorats d'Homs, Hama, Al-Hasakah et Dayr az Zawr.

95. Les forces gouvernementales ont lancé des attaques aveugles et disproportionnées, en violation du droit international humanitaire.

96. Les forces gouvernementales ont continué de positionner des objectifs militaires à l'intérieur de villes et de villages, notamment à Nubul et Zahra (Alep), mettant ainsi en péril la population civile et violant ses propres obligations juridiques internationales.

b) Attaques de tireurs embusqués

97. Dans la ville d'Alep, les deux parties ont procédé à la démarcation des zones qu'elles contrôlent en plaçant des tireurs d'élite dans des postes surplombant la ligne de front. Bustan Al-Qasr est demeurée la seule voie de passage entre les zones contrôlées par le Gouvernement et celles contrôlées par les groupes armés non étatiques dans la ville. Les tireurs d'élite gouvernementaux embusqués dans la mairie d'Alep, bâtiment à plusieurs étages offrant un bon angle de vision, ciblent, mutilent et tuent les civils qui traversent Bustan Al-Qasr.

98. Les médecins qui se trouvent dans les hôpitaux des zones d'Alep contrôlées par l'opposition disent avoir traité un nombre inhabituellement élevé de blessures occasionnées par les tireurs embusqués depuis juin 2013. La plupart des victimes étaient des civils venant de zones touchées par les pénuries et traversant Bustan Al-Qasr à la recherche de produits moins chers. Les victimes étaient de tous âges, y compris des enfants, des personnes âgées et des femmes enceintes. Un médecin a déclaré que les civils étaient utilisés «pour l'entraînement au tir». Un chirurgien opérant dans un autre hôpital a confirmé cette pratique, expliquant que les blessures occasionnées par les tireurs embusqués présentaient certains jours une caractéristique bien déterminée. La plupart des victimes présentaient un seul impact de balle à grande vitesse provoquant «des dégâts considérables» et de fortes

pertes de sang. Blessées, les victimes se vidaient souvent de leur sang dans la rue parce que quiconque essaierait de leur venir en aide serait abattu.

99. Des attaques de tireurs embusqués prenant pour cibles des civils ont été également documentées à Yarmouk et Daraa Al-Balad (Daraa).

2. Groupes armés non étatiques

a) Pilonnages

100. Les groupes armés ont continué de pilonner Nubul et Zahra (Alep), au moyen d'obus d'artillerie et de roquettes artisanales. Au cours d'attaques au mortier en septembre et octobre, de jeunes enfants ont été tués et blessés. Des populations civiles kurdes à Qamishli, Qiro, Ras Al-Ayn et Al-Malikiyah (Al-Hasakah) ont été pilonnées.

101. Des groupes armés basés à Al-Mlihah, Beit Saham et Ein Tarma, dans l'est de l'arrière-pays de Damas, ont tiré des roquettes artisanales et des obus d'artillerie sur des zones contrôlées par le Gouvernement, notamment les quartiers de Jaramana et Mezzeh, faisant des morts dans la population civile. À Bab Tuma, le 11 novembre, un obus de mortier a touché un autobus scolaire, tuant cinq enfants.

102. Les groupes armés non étatiques ont utilisé des mortiers, des obus d'artillerie et des roquettes artisanales, et ce, sans aucune distinction entre les objectifs civils et militaires, se rendant ainsi coupables d'attaques illégales.

103. Il y a certes eu des cas où des combattants armés ont pris position à la périphérie des villes, loin de la population civile, mais la plupart des combattants, notamment ceux des villes d'Alep et d'Ar-Raqqah, établissaient leur base parmi les civils, exposant ainsi ces derniers aux attaques et violant l'obligation juridique internationale qui leur incombe d'éviter de positionner des objectifs militaires à l'intérieur ou à proximité de zones à forte densité de peuplement.

b) Attentats à la voiture piégée et attentats-suicide

104. Les groupes armés ont fait exploser des voitures piégées et organisé des attentats-suicide dans les gouvernorats d'Al-Hasakah, Ar-Raqqah, Homs, Alep et Damas au cours de la période à l'examen. L'utilisation de dispositifs explosifs improvisés a été également documentée à Homs.

105. Le 15 août, l'ISIS a fait exploser une bombe dans une gare à Ar-Raqqah, à proximité du quartier général des brigades Ahfad Al-Rasoul. Le 4 novembre, un attentat-suicide a visé un bureau du Hezbollah à Al-Thabiytiya (Homs). Ces attentats visaient certes des objectifs militaires mais ils ont fait des morts et des blessés dans la population civile, résultat disproportionné par rapport à l'avantage militaire escompté.

106. Le 19 septembre, des groupes armés ont fait exploser à distance des mines terrestres enterrées le long de la voie de contournement reliant Jabourin à la ville de Homs. Trois véhicules civils ont sauté sur ces mines et neuf civils ont été tués. Le 26 novembre, des groupes armés ont fait exploser une bombe dans la gare centrale d'Al-Sumariyah (Damas), tuant des dizaines de civils. Ces trois attaques étaient apparemment conçues pour frapper des civils, ce qui constitue un crime de guerre. Certaines attaques, dont le but premier est de semer la terreur parmi les civils sont interdites par le droit international humanitaire.

B. Personnes et objets bénéficiant d'une protection spéciale

1. Hôpitaux et personnel de santé

a) Forces gouvernementales et milices progouvernementales

107. Les forces gouvernementales continuent de détruire des hôpitaux et des unités médicales et de cibler du personnel de santé (voir également annexe VII). Au cours de la période à l'examen, des attaques ont été documentées en ce qui concerne les gouvernorats d'Alep, Damas, Daraa et Homs. Les civils malades ou blessés et les belligérants hors combat ont été également privés de traitement médical.

108. Dans le gouvernorat de Damas, des hôpitaux de la partie orientale de la Ghouta ont été pilonnés. Au cours d'une invasion terrestre en juillet, les forces gouvernementales ont détruit un hôpital de campagne à Al-Zemanyah. Après l'attaque sur la Ghouta du 21 août, des obus sont tombés à proximité de l'hôpital d'Al-Fatih, où étaient traitées les victimes de l'attaque chimique, forçant l'hôpital à évacuer ses patients. Au début de novembre, l'armée a attaqué l'hôpital Al-Rajaa d'Irbeen, dans lequel des combattants membres de groupes armés étaient traités. Le 3 novembre, l'armée de l'air a bombardé un hôpital de campagne à Beit Jin.

109. Les hôpitaux de la ville d'Alep et d'Al-Bab ont fait l'objet d'un pilonnage et d'un bombardement aérien soutenus. En juillet 2013, l'hôpital de Jaban, dans la ville d'Alep, a été détruit. Le 11 septembre, un avion de chasse a tiré un missile sur un hôpital de campagne à Al-Bab, tuant 15 personnes, dont 1 médecin, 4 membres du personnel paramédical et 8 patients, et blessant de nombreux autres. L'hôpital avait déménagé à trois reprises en raison des pilonnages.

110. En août, un hôpital de campagne à Naseeb (Daraa) a été pilonné. En octobre 2013, des forces gouvernementales ont tiré des roquettes sur l'hôpital Al-Qaryatayn (Homs), faisant 30 morts et plus d'une centaine de blessés.

111. Des membres du personnel médical ont été pris pour cibles et tués dans l'exercice de leurs fonctions. Des tireurs embusqués prenaient régulièrement pour cibles des ambulances dans la ville d'Alep en septembre et octobre. En août, un tireur embusqué a abattu une infirmière à l'hôpital Al-Hilal d'Alep. Des membres du personnel médical soupçonnés de traiter des membres de l'opposition ou d'approvisionner celle-ci en fournitures médicales ont été détenus et torturés, comme ce fut le cas pour le docteur Abbas Khan, qui est mort alors qu'il était détenu par les forces gouvernementales le 17 décembre.

112. Les forces gouvernementales ont bloqué l'approvisionnement en fournitures et matériel médicaux des zones assiégées et des personnes nécessitant un traitement médical ont été arrêtées ou empêchées de traverser les barrages.

113. En attaquant les hôpitaux, les unités médicales et le personnel de santé, le Gouvernement a violé l'obligation contraignante en droit international humanitaire de prendre soin des malades et des blessés et a commis le crime de guerre consistant à attaquer des objets protégés. Les hôpitaux ayant été détruits et le personnel médical tué, détenu ou en fuite, l'infrastructure des soins de santé a été gravement affaiblie, avec toutes les conséquences catastrophiques pour la population civile que cela comporte.

b) Groupes armés non étatiques

114. Au cours de l'attaque contre Sadad (Homs), du 21 au 28 octobre, des groupes armés ont pillé l'hôpital, le mettant dans l'impossibilité de fonctionner. Le 11 novembre, un attentat à la voiture piégée a eu lieu à l'extérieur d'un dispensaire du Croissant-Rouge kurde, à Ayn Al-Arab (Ar-Raqqa). Au cours d'une attaque contre Deir Atiyah (Damas), un kamikaze s'est fait exploser dans le hall de l'hôpital tandis que d'autres combattants ont

exécuté neuf membres du personnel médical. Le 16 août, un groupe armé a pris pour cible une ambulance du Croissant-Rouge kurde à Ras Al-Ayn (Al-Hasakah). Après avoir tenté de la détruire avec un engin explosif improvisé, les combattants ont tiré sur l'ambulance, tuant le chauffeur et un infirmier. Par ces attaques sur les hôpitaux, les unités médicales et le personnel de santé, les groupes armés ont violé le droit international humanitaire et commis le crime de guerre consistant à attaquer des objets protégés.

115. Au cours de l'attaque de Tal Hassel (Alep), les 28 et 29 juillet, des groupes armés ont posté des tireurs d'élite autour du centre médical. Placer des objectifs militaires dans les hôpitaux constitue un manquement à l'obligation de prendre toutes les précautions possibles pour protéger les civils des effets du conflit. De tels actes contreviennent également à l'obligation fondamentale de respecter et protéger les unités médicales.

c) Personnel religieux et biens culturels

i) Forces gouvernementales et milices progouvernementales

116. Les forces gouvernementales ont placé des objectifs militaires à l'intérieur et aux alentours d'objets ayant une grande importance culturelle. Les images satellites montrent des postes militaires en construction dans la ville préromaine de Palmyre (Homs). Ces postes incorporaient des structures antiques ou étaient construites sur leurs ruines. En construisant et en positionnant des objectifs militaires à l'intérieur et aux alentours de Palmyre, le Gouvernement a violé les obligations qui lui incombent de respecter et protéger les biens culturels en vertu de la Convention sur la protection des biens culturels en cas de conflit armé.

ii) Groupes armés non étatiques

117. Une augmentation spectaculaire du nombre des attaques visant du personnel et des édifices religieux perpétrées par les groupes armés non étatiques a été constatée. Ces attaques menacent directement la liberté religieuse.

118. Le 28 juillet, le père Dall'Oglio a été enlevé dans la ville d'Ar-Raqqah par des membres de l'ISIS. Son sort demeure inconnu. Le 4 août, un imam alaouite a été exécuté au cours d'une attaque contre des villages de la partie est du gouvernorat de Lattaquié. Le 2 décembre, des religieuses du monastère et de l'église de Martar, à Maaloula, ont été transférées à Yabroud par un groupe armé. Ce transfert semblait au départ destiné à les éloigner de la zone des combats mais les religieuses sont toujours à Yabroud et des conditions ont été imposées à leur libération. Les archevêques syriaque orthodoxe et grec orthodoxe Yohanna Ibrahim et Paul Yazigi sont toujours détenus depuis leur enlèvement à Alep en avril.

119. Le 4 septembre, des groupes armés ont affronté les forces gouvernementales à Maaloula (Damas). Des églises ont été pillées et détruites. Les églises historiques de Mar Sarkia et Barhos ont été utilisées comme bases d'opérations militaires. En octobre, l'ISIS a endommagé l'église de Saidat Al-Bishara à Ar-Raqqah et y a établi son quartier général. Au cours de l'attaque de Sadad (Homs) du 21 au 28 octobre, les groupes armés ont détruit des églises chrétiennes. Les 16 et 17 novembre, au cours des combats de Qara (Damas), l'église de Mar Michael a été endommagée. Les forces gouvernementales ayant repris Qara, les groupes armés ont positionné des armements près d'églises chrétiennes.

120. Des groupes armés ont délibérément endommagé ou détruit des biens revêtant une grande importance pour le patrimoine culturel de la République arabe syrienne, en violation du droit international humanitaire.

121. Au cours d'une attaque contre Tal Hasel et Tal Aran (Alep), les 28 et 29 juillet, des groupes armés affiliés à l'ISIS ont posté des tireurs d'élite dans les minarets des mosquées, exposant ces bâtiments à des attaques légales.

d) Journalistes

122. En 2013, 28 journalistes ont été tués en République arabe syrienne, faisant de ce pays la destination la plus mortelle pour les travailleurs des médias.

i) Groupes armés non étatiques

123. La sécurité des journalistes dans les gouvernorats d'Alep et d'Ar-Raqqah a fait l'objet de menaces directes de la part de l'ISIS.

124. Le 4 décembre, Yasser Al-Jumaili, vieux photographe free lance venu d'Iraq, a été exécuté à Idlib. Dans sa dernière conversation avec Al-Jazeera, il a indiqué être détenu par l'ISIS.

125. Le 31 décembre 2012, un reporter étranger a été enlevé par Jabhat Al-Nusra et d'autres groupes armés à Alep. Il a subi de mauvais traitements dans divers centres de détention clandestins avant de réussir à s'enfuir à la fin de juillet 2013. Le 8 avril, deux journalistes étrangers ont été détenus à Al-Qusayr (Homs) par un groupe armé affilié à la brigade Al-Farouk et ont été torturés à plusieurs reprises jusqu'à leur libération en septembre. Le 24 juillet, des combattants de l'ISIS ont attaqué un centre de médias à Saraqib (Idlib), agressant son personnel et enlevant un journaliste étranger, qui se serait échappé en octobre et aurait quitté le pays.

126. Par ces attaques continues contre des journalistes, les groupes armés, notamment l'ISIS, ont violé le droit international humanitaire. Ces attaques constituent également une menace directe sur le droit à la liberté d'expression.

C. Utilisation d'armes illégales**1. Armes chimiques**

127. Dans son rapport, la Mission d'enquête des Nations Unies concernant les allégations d'emploi d'armes chimiques en République arabe syrienne a confirmé que des armes chimiques, plus précisément du sarin, avaient été utilisées à de multiples occasions au cours du conflit⁴. La commission a, de son côté, rassemblé des informations confirmant cette constatation dans le cas de la Ghouta (21 août), Khan Al-Assal (19 mars) et Saraqib (29 avril).

128. À la Ghouta, des quantités non négligeables de sarin ont été utilisées dans le cadre d'une attaque bien planifiée visant sans distinction des zones habitées par des civils, provoquant d'innombrables victimes. Il ressort des éléments de preuve disponibles quant à la nature, la qualité et la quantité des agents utilisés le 21 août, que les auteurs de l'attaque avaient probablement accès aux stocks d'armes chimiques de l'armée syrienne, ainsi que les compétences et le matériel nécessaires pour manipuler sans risques de grandes quantités d'agents chimiques. S'agissant de l'incident de Khan Al-Assal du 19 mars, les agents utilisés dans cette attaque portaient les mêmes caractéristiques uniques que celles des agents utilisés à la Ghouta.

129. D'autres allégations d'utilisation d'armes chimiques couvertes par l'enquête avaient trait à des circonstances nettement différentes et étaient d'une ampleur beaucoup plus réduite. Dans aucun de ces incidents les éléments de preuve dont disposait la commission n'atteignaient le seuil de certitude quant aux auteurs des faits.

⁴ A/67/997-S/2013/553.

2. Armes incendiaires

130. Le 26 août, un chasseur de l'armée de l'air a lâché deux bombes incendiaires sur la ville d'Urem Al-Koubra (Alep), dont l'une est tombée sur une école. La bombe a engendré une «boule de feu» qui a tué 10 civils et grièvement blessé des dizaines d'autres, pour la plupart des enfants et des adolescents. L'on ne peut certes toujours pas dire clairement quels produits inflammables ont été utilisés mais la bombe a eu des effets qui s'apparentent à ceux du napalm. Les victimes, dont certaines n'ont pas survécu, ont été défigurées par les brûlures aux second et troisième degrés sur jusqu'à 80 % de leur corps et souffraient de douleurs extrêmes.

131. En utilisant des bombes incendiaires dans l'incident de l'école d'Urem Al-Koubra, le Gouvernement a violé les règles du droit international humanitaire interdisant l'utilisation d'armes qui causent des maux superflus ou qui frappent aveuglément par nature.

D. Sièges et droits économiques, sociaux et culturels

1. Forces gouvernementales et milices progouvernementales

132. Le Gouvernement recourt à l'arme du siège, instrumentalisant ainsi les besoins humains fondamentaux que sont l'eau, l'alimentation, le logement et les soins médicaux, dans le cadre de sa stratégie militaire. Des sièges ont été imposés à des villes dans tous les recoins de la République arabe syrienne. Les zones assiégées ont été pilonnées et bombardées sans relâche. Les forces gouvernementales ont interdit la distribution de l'aide alimentaire, y compris des fournitures chirurgicales, au motif qu'elles peuvent être utilisées pour traiter les combattants blessés. De telles tactiques contreviennent directement aux dispositions contraignantes du droit international humanitaire, qui imposent de veiller à ce que les blessés et les malades soient recueillis et soignés et d'assurer le passage rapide et sans entrave des secours humanitaires. Le déni d'aide humanitaire, de vivres notamment, se prolonge dans de nombreuses zones, provoquant malnutrition et famine. Aller jusqu'à affamer la population civile en tant que méthode de conduite de la guerre est chose interdite. De tels actes violent également des obligations fondamentales en vertu du droit à une alimentation suffisante et du droit au plus haut niveau de santé possible.

133. En janvier 2014, 160 000 personnes étaient assiégées dans les villes de Dumah, Arbin, Zamalka, Kafr Batna, Harasta, Jisreen, Saqba et Al-Mliha, dans l'est de la Ghouta (arrière-pays de Damas). La privation de vivres adoptée comme stratégie militaire dans cette zone agricole a débuté en juillet et août 2013 par le pilonnage et l'incendie des cultures et des fermes. Avec le renforcement du siège, les forces gouvernementales ont bloqué l'accès aux routes et systématiquement confisqué les produits alimentaires, le combustible et les médicaments au passage des barrages. Une femme qui avait fui au milieu du mois de septembre et qui n'avait pas mangé de viande ni de légumes frais depuis plus d'un an a raconté comment les soldats harcèlent quiconque était découvert transportant des vivres et détruisent ces produits au motif que les personnes en question seraient «du côté de l'opposition». En octobre, les soldats en poste au barrage Tamico, à Al-Mliha, ont arrêté une femme parce qu'elle transportait du pain sous ses vêtements. Toujours en octobre, une femme qui tentait d'introduire des produits alimentaires pour sa famille a été harcelée par les agents de sécurité à un barrage près de Dumah, où elle s'est entendu dire «vous autres allez devoir chercher quoi manger comme des chiens». Des tireurs embusqués tiraient sur les personnes qui essayaient de sortir de l'est de la Ghouta sans passer par les barrages.

134. Début octobre, les habitants n'avaient plus pour survivre que du blé concassé, du riz et des feuilles d'arbres tenant lieu de légumes. Jusqu'ici, l'eau est disponible mais de manière sporadique et en quantités insuffisantes. Le Gouvernement a plusieurs fois refusé d'autoriser la livraison de fournitures chirurgicales dans le cadre de livraisons humanitaires.

Cette obstruction délibérée de l'approvisionnement en fournitures médicales a rendu atroce le sort des malades et des blessés. Un de ces derniers a raconté comment les médecins découpaient des sacs destinés au transport de la farine pour fabriquer des pansements pour les patients. Les barrages tenus par les forces gouvernementales empêchaient les personnes ayant besoin d'un traitement médical de quitter la partie orientale de la Ghouta pour se faire soigner. Aussi bien les personnes ayant besoin d'un traitement médical d'urgence que celles souffrant de maladies chroniques étaient privées d'accès aux soins, ce qui était souvent cause de décès.

a) *Muadamiyah*

135. Avant la trêve militaire de décembre 2013, 12 000 personnes étaient prises au piège à l'intérieur de Muadamiyah. La zone a été encerclée côtés est et nord par la 40^e division en position près de l'aéroport de Mezzeh, et côtés sud et ouest par la Garde présidentielle stationnée près de Jdaydet Artuz. Une fois les itinéraires menant de Daraa à Muadamiyah bloqués, le 20 avril, l'approvisionnement en vivres a été interrompu, provoquant une malnutrition et une famine généralisées. Les habitants ont dû avoir survécu en mangeant des olives, des feuilles d'arbres et des herbes sauvages et autres, une fois les stocks de blé concassé et de riz épuisés. L'approvisionnement en eau était interrompu pendant des semaines entières. Une habitante de Muadamiyah a décrit l'humiliation et l'angoisse provoquées par la faim, expliquant à propos de la mort de son fils de 3 ans tué à la fin du mois de mai, «Mon fils est mort affamé».

136. Des enfants souffrant de maladies ou de blessures occasionnées par le shrapnel étaient privés d'accès à l'alimentation et aux traitements médicaux, entraînant leur mort prématurée. De nombreux membres du personnel de santé, y compris la plupart des sages-femmes, s'étaient enfuis. Faute de produits alimentaires, les mères allaitantes ne pouvaient nourrir leurs nouveau-nés, d'où un développement de cas de malnutrition et au moins un cas de décès. Les forces gouvernementales avaient hermétiquement fermé la zone et placé des tireurs d'élite chargés de cibler quiconque essayait de s'enfuir.

137. Le 13 octobre, le Croissant-Rouge de la République arabe syrienne et le Comité international de la Croix-Rouge ont supervisé l'évacuation de 3 500 civils de Muadamiyah. Au cours de l'évacuation, les femmes et les enfants ont été séparés des hommes, bon nombre de ces derniers étant soumis à des vérifications à l'aéroport de Mezzeh. Plusieurs d'entre eux ont été arrêtés et placés en détention. De nombreux hommes en âge de combattre sont restés à l'intérieur de la ville, de crainte d'être arrêtés, tués ou «disparus» par les forces gouvernementales. Au cours des évacuations suivantes, les 15 et 29 octobre, 5 000 personnes supplémentaires ont quitté Muadamiyah. En dépit de cette trêve, à la date du 25 décembre, Muadamiyah est toujours assiégée et aucun accès humanitaire n'a été accordé.

b) *Daraya*

138. À Daraya, localité adjacente à l'aéroport de Mezzeh à l'est et à Sahnaya au sud-ouest, 8 000 personnes sont toujours assiégées. Les agents du Gouvernement tenant des barrages arrêtaient les personnes en fonction de leur origine telle qu'elle est indiquée sur leur carte d'identité. Les habitants décrivent la «catastrophe humanitaire» à Daraya, où aucune entrée de vivres, de combustibles ou de médicaments n'était autorisée. La malnutrition s'est répandue, avec des répercussions terribles pour les enfants.

c) *Camp de Yarmouk*

139. Au total, 20 000 personnes sont toujours assiégées dans le camp palestinien de Yarmouk, sans vivres ni fournitures médicales. Ces gens n'ont plus rien à manger, ayant épuisé tous leurs stocks, et en sont réduits à manger des feuilles de plantes, à vendre leurs biens et à piller les maisons abandonnées. En janvier 2014, des informations faisaient état

de personnes mortes de faim. Les hôpitaux et les dispensaires ayant été endommagés par les pilonnages, il n'y a plus aucune forme de soins de santé. Aucune livraison de fournitures médicales au camp de Yarmouk n'a été autorisée à ce jour. Le 15 janvier, un convoi de l'UNRWA a été autorisé à entrer dans le camp, uniquement par la porte nord, zone où les hostilités étaient en cours. Ces hostilités ont empêché le convoi de l'UNRWA d'aller plus avant. Depuis, des convois humanitaires ont pu accéder à la zone mais ont été empêchés de livrer des vivres par les forces de sécurité gouvernementales à l'intérieur du camp.

d) *Homs (Vieille ville)*

140. Un siège a été imposé à la vieille ville de Homs en février 2012. Des barrages, des barricades et un mur en béton de 1 kilomètre de long érigé à proximité de la Section de la sécurité politique encerclent la vieille ville, en bloquant tous les accès. L'aide humanitaire a été autorisée à entrer pour la dernière fois en octobre 2012. Les 4 000 personnes qui s'y trouvent encore étaient en situation de manque d'eau et d'électricité et de pénurie de vivres et de fournitures médicales. Des pilonnages périodiques ont fait des blessés qui ne pouvaient être soignés, d'où une hausse des taux de mortalité. Des tireurs d'élite gouvernementaux embusqués à tous les points d'accès limitaient les déplacements des personnes, qu'ils ciblaient indistinctement.

2. **Groupes armés non étatiques**

a) **Alep**

i) *Nubul et Zahra*

141. Les groupes armés non étatiques ont encerclé Nubul et Zahra, assiégeant ainsi 45 000 personnes. Ce siège a été imposé par des groupes affiliés au Front islamique, Jaish Al-Mujahdeen, Jabhat Al-Nusra et le Front révolutionnaire syrien, et ce, au moyen de barrages érigés autour de la zone et la coupure des lignes d'approvisionnement en électricité et en eau. Ces groupes ont refusé l'accès des convois humanitaires, en violation des obligations qui leur incombent en vertu du droit international humanitaire. Il en est résulté une situation humanitaire terrible, dans laquelle les habitants doivent creuser des puits pour trouver de l'eau et souffrent de maladies faute d'assainissement. Après qu'un hélicoptère transportant de l'aide humanitaire et des fournitures scolaires a été attaqué, en juin 2013, les forces gouvernementales ont cessé d'acheminer des produits de première nécessité. Le seul dispensaire médical qui subsiste à Nubul et Zahra dispose de peu de fournitures et doit utiliser des moyens primitifs pour traiter les personnes souffrant de maladies chroniques et celles blessées par le pilonnage aveugle des deux villes.

142. Des groupes armés dans la région ont de temps à autre étendu le siège à Afrin, qui offrait une voie d'approvisionnement à Nubul et Zahra. Avec l'intensification du conflit entre les YPG et les groupes armés à Al-Hasakah, le 17 juillet, le siège d'Afrin a été rétabli. En janvier 2014, l'ISIS a empêché l'accès humanitaire à Afrin.

ii) *Hama*

143. La vallée d'Al-Ghaba est une zone agricole qui contient toute une série de villages alaouites entourés par une population majoritairement sunnite. Des positions de l'armée syrienne déployées dans les villages alaouites pilonnent la zone environnante. En représailles, des groupes armés non étatiques ont délibérément ciblé des agriculteurs travaillant dans leurs champs. Du fait de ces meurtres et enlèvements à répétition, il est devenu impossible pour les habitants de Mirdash et de Shatha de cultiver leurs terres, ce qui les a privés de leur principale source de revenus et de subsistance. Lancer des attaques

contre des agriculteurs qui cultivent leurs terres dans le seul but de les priver de produits agricoles est interdit par le droit international humanitaire.

E. Déplacements arbitraires ou forcés

1. Forces gouvernementales et milices progouvernementales

144. En procédant à des bombardements aériens et des pilonnages aveugles et disproportionnés, le Gouvernement a provoqué des déplacements arbitraires à grande échelle. Ce faisant, il a failli aux obligations qui lui incombent en vertu du droit international des droits de l'homme de protéger les civils contre ces déplacements. Il a failli au devoir qui lui incombe en vertu du droit international humanitaire de fournir aux civils déplacés un abri et des services d'hygiène, de santé, de sécurité et de nutrition et de veiller à ce que les membres d'une même famille ne soient pas séparés.

2. Groupes armés non étatiques

145. Deux cas de déplacement forcé par des groupes armés, tel que défini par le droit international humanitaire, ont été documentés.

146. Le 20 juillet, l'ISIS, Jabhat Al-Nusra, la brigade Al-Sakhana, Sawaiq Al-Rahman, les brigades Ibn Taimia et Ahrar Al-Sham ont affronté les forces des YPG à Tal Abyad (Ar-Raqqah).

147. Le 21 juillet, lorsque les forces des YPG se sont retirées, les groupes armés ont diffusé au moyen des haut-parleurs des mosquées des quartiers d'Al-Jisr, Harat Al-Leil et Hay Al-Shallala des instructions ordonnant aux civils kurdes de quitter la ville sous peine de subir une attaque immédiate. Des milliers de civils kurdes ont alors pris la fuite. Nombre d'entre eux ont été enlevés aux barrages encerclant la zone. Les biens des personnes qui s'étaient enfuies ont été pillés et brûlés.

148. À Alep, le 28 juillet, les affrontements ont opposé dans l'enclave kurde de Tal Aran et Tal Hasel des forces de Jabhat Al-Akrad et des YPG d'un côté, et des groupes affiliés à Jabhat Al-Nusra, l'ISIS et l'ASL, de l'autre. Ces derniers groupes ont pris le contrôle de Tal Aran, érigé des barrages et positionné des tireurs d'élite. Utilisant les haut-parleurs des mosquées, les groupes armés ont ordonné à la population kurde de partir, sous peine de subir des violences. Des milliers de personnes se sont enfuis le lendemain.

149. Le 29 juillet, les combats se sont étendus jusqu'à Tal Hasel, où des hostilités ont éclaté entre les YPG et les groupes susmentionnés. Après des accrochages brefs mais intenses, les groupes armés ont encerclé la ville et lancé des raids sur les maisons kurdes pour enlever les hommes en âge de combattre. Utilisant les haut-parleurs des mosquées, ces groupes ont averti les «mécréants» kurdes que «les épées trancheraient entre nous et ceux qui décideraient de rester à Tal Hasel». Des menaces précises ont été adressées aux femmes et aux enfants kurdes, à savoir que ceux qui resteraient seraient considérés «halal pour les moudjahidin».

150. Ce schéma de comportement des groupes armés non étatiques dans les gouvernorats d'Ar-Raqqah et d'Alep en juillet dénote une campagne coordonnée et planifiée de déplacement forcé des civils kurdes. Les méthodes employées, la menace de violence puis les enlèvements, démontrent le caractère délibéré du déplacement de la population en fonction de son identité ethnique. Ce type de comportement est constitutif du crime de guerre qu'est le déplacement forcé.

V. Conclusions et recommandations

A. Conclusions

151. La République arabe syrienne a agi en contravention au Pacte international relatif aux droits économiques, sociaux et culturels, au Pacte international relatif aux droits civils et politiques, à la Convention sur l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes, à la Convention contre la torture et autres peines ou traitements cruels, inhumains ou dégradants et à la Convention relative aux droits de l'enfant et au Protocole facultatif s'y rapportant sur l'implication d'enfants dans les conflits armés. Les forces gouvernementales ont fait fi des droits fondamentaux des personnes sous leur contrôle ou qu'elles détiennent. En tant qu'État, la République arabe syrienne est responsable de tous les actes commis par ses agents officiels qui violent les obligations qui lui incombent en vertu des traités internationaux.

152. Au cours du conflit, les parties au conflit en République arabe syrienne ont failli aux obligations qui leur incombent en vertu du droit international humanitaire. Elles ont violé les interdits fondamentaux de l'article 3 commun aux Conventions de Genève, qui s'imposent à toutes les parties au conflit. Ces violations sont constitutives de crimes de guerre créateurs de responsabilité pénale individuelle. Les combattants individuels et leurs commandants peuvent être amenés à répondre de leurs actes en vertu du droit international et par les États exerçant la compétence universelle.

153. Les acteurs externes qui soutiennent les belligérants sur les plans financier et logistique ont des obligations en droit international. Les États ne devraient pas autoriser le transfert d'armes s'il y a un risque que celles-ci soient utilisées pour commettre des crimes contre l'humanité ou des crimes de guerre. En République arabe syrienne, comme cela a été documenté à maintes reprises, ce risque est réel. Les États parties à la Convention internationale pour la répression du financement du terrorisme doivent prendre des mesures propres à empêcher que des personnes et des organisations rassemblent ou versent des fonds en sachant qu'ils seront utilisés pour financer des attaques contre des civils ou des personnes ne prenant aucune part active aux hostilités. Les donateurs privés, ainsi que les conseillers étrangers qui fournissent une assistance opérationnelle, sont responsables des actes et comportements qui se produisent sous leur contrôle. Les États qui exercent une influence sur les parties en République arabe syrienne sont dans l'obligation de veiller à ce qu'elles se conforment aux règles du droit international humanitaire.

154. Le 2 octobre 2013, le Président du Conseil de sécurité a publié une déclaration dans laquelle il a condamné les violations généralisées des droits de l'homme et du droit international humanitaire par les autorités syriennes ainsi que les atteintes aux droits de l'homme et les violations du droit international humanitaire perpétrées par des groupes armés⁵. Partant de ce constat, le Conseil de sécurité doit s'employer à obtenir le renvoi devant la justice des auteurs de ces violations et atteintes afin qu'ils aient à répondre de leurs actes.

155. Le Conseil de sécurité, en adoptant la résolution 2118 (2013) a démontré sa capacité à agir de manière unifiée et efficace en République arabe syrienne. Les cinq membres permanents du Conseil ne sont pas parvenus à prendre des mesures concernant d'autres violations graves qui menacent tout autant la paix et la sécurité internationales. Cette inaction a ouvert un espace pour la prolifération des acteurs en République arabe syrienne, chacun poursuivant son propre agenda et contribuant à

⁵ S/PRST/2013/15.

la radicalisation et à l'escalade de la violence. Le Conseil de sécurité en porte la responsabilité.

B. Recommandations

156. La commission d'enquête réitère les recommandations qu'elle a formulées dans ses précédents rapports. Elle formule en outre les recommandations ci-dessous.

157. La commission d'enquête recommande que toutes les parties:

- a) Assurent la protection des civils, en garantissant efficacement leur sûreté et leur sécurité;
- b) Respectent le droit des civils d'accéder aux produits de première nécessité, aux vivres et aux soins médicaux et permettent le passage sans entraves de ces biens;
- c) Établissent une distinction entre les objectifs civils et les objectifs militaires, en s'abstenant de toute attaque aveugle et disproportionnée;
- d) Ne soumettent aucune personne, civile ou combattante, à la torture ou autres traitements cruels, inhumains ou dégradants, notamment les violences sexuelles;
- e) Se conforment à l'interdiction de recruter et d'utiliser des enfants dans les hostilités;
- f) Traitent toutes les personnes détenues de manière humaine et accordent à une organisation impartiale, neutre et indépendante un accès régulier aux personnes détenues;
- g) Protègent les travailleurs humanitaires et facilitent le passage rapide et sans entraves de secours;
- h) Respectent et protègent les écoles et les hôpitaux et préservent leur caractère civil;
- i) Assurent la sécurité et la protection du personnel médical, des hôpitaux et des ambulances;
- j) S'engagent à assurer la préservation des preuves matérielles des violations et des crimes internationaux commis afin de protéger le droit à la vérité du peuple syrien.

158. La commission recommande que le Gouvernement de la République arabe syrienne:

- a) Cesse d'utiliser contre des zones civiles des armes illégales telles que les armes incendiaires et d'autres armes qui, à l'instar des barils d'explosifs, sont exemptes de système de guidage ou mal guidées;
- b) Autorise l'accès nécessaire à une évaluation humanitaire indépendante des besoins dans l'est de la Ghouta, à Yarmouk, à Muadhamiyah et dans la vieille ville de Homs;
- c) Autorise l'accès de la commission au pays.

159. La commission recommande que les groupes armés non étatiques:

- a) Autorisent l'accès nécessaire à une évaluation humanitaire indépendante des besoins à Nubul et Zahra;

b) Se séparent des éléments extrémistes qui ne se conforment pas au droit international.

160. La commission recommande que les pays ayant une influence sur les parties au conflit, en particulier les membres permanents du Conseil de sécurité, s'emploient de concert à exercer une pression sur les parties pour mettre fin à la violence et engager des négociations ouvertes à tous en vue d'un processus viable de transition politique dans le pays.

161. La commission recommande en outre que la communauté internationale:

a) Freine la prolifération et la fourniture d'armes et en élimine les sources;

b) Soutienne financièrement les opérations humanitaires, ouvre un accès aux victimes dans toutes les zones et facilite l'expansion des opérations de secours humanitaire.

162. La commission recommande que le Conseil des droits de l'homme appuie les recommandations formulées, notamment en transmettant le présent rapport au Secrétaire général, afin qu'il le porte à l'attention du Conseil de sécurité et que les mesures appropriées puissent être prises, et, selon le processus officiel de présentation des rapports, à l'Assemblée générale et au Conseil de sécurité.

163. La commission recommande que le Conseil de sécurité:

a) Appuie ses recommandations;

b) Prenne les mesures appropriées en renvoyant cette situation devant la justice, éventuellement devant la Cour pénale internationale, sachant que, dans le contexte de la République arabe syrienne, seul le Conseil de sécurité est compétent pour procéder à ce renvoi;

c) Renforce le respect effectif et l'application du droit international des droits de l'homme et du droit international humanitaire par tout l'éventail des pouvoirs et mesures dont il dispose, dans le cadre de l'impératif redditionnel et en ce qui concerne tous les acteurs.

Annexe I

[Anglais seulement]

Mission Permanente
de La
République Arabe Syrienne
Genève

الجمهورية العربية السورية
البعثة الدائمة لدى مكتب الأمم المتحدة
جنيف

N°

Geneva, 7 September 2013

The Permanent Mission of the Syrian Arab Republic to the United Nations Office and other International Organizations in Geneva presents its compliments to The Office of the United Nations High Commissioner for Human Rights (OHCHR), in its capacity as secretariat of the International Commission of Inquiry on the Syrian Arab Republic (Col), has the honor to inform the Col that the Government of the Syrian Arab Republic extends an invitation to Mrs Carla Del Ponte, in her personal capacity, to visit Syria.

In this context, the Syrian Arab Republic reiterates its readiness to extend all the necessary assistance and cooperation needed to ensure the success of Mrs. Del Ponte's visit to Syria.

The Permanent Mission of the Syrian Arab Republic avails itself of this opportunity to renew to The Office of the United Nations High Commissioner for Human Rights, the assurances of its highest consideration.



Office of the United Nations High Commissioner for Human Rights
Palais Wilson

NATIONS UNIES
DROITS DE L'HOMME
HAUT-COMMISSARIAT



UNITED NATIONS
HUMAN RIGHTS
OFFICE OF THE HIGH COMMISSIONER

HAUT-COMMISSARIAT AUX DROITS DE L'HOMME • OFFICE OF THE HIGH COMMISSIONER FOR HUMAN RIGHTS
Tel: 41-22-9179989, Fax: 41-22-9179007

Independent International Commission of Inquiry on the Syrian Arab Republic established pursuant to
United Nations Human Rights Council Resolutions S-17/1, 19/22, 21/26 and 22/24

The Independent Commission of Inquiry on the Syrian Arab Republic presents its compliments to the Permanent Mission of the Syrian Arab Republic to the United Nations Office in Geneva and specialized institutions in Switzerland.

The Commission has the honour to refer to the Note Verbale from the Permanent Mission dated 7 September 2013, inviting Commissioner Carla Del Ponte to visit the Syrian Arab Republic in her personal capacity.

In this connection, the Commission wishes to inform the Permanent Mission that such a visit would need to be conducted in an official capacity by the Commissioners as a collegial body and that the delegation must include the Chair of the Commission and preferably the full membership of the Commission.

The Commission looks forward to discussing the terms of reference of the visit with the Permanent Mission and avails itself of this opportunity to extend to the Permanent Mission of the Syrian Arab Republic to the United Nations Office in Geneva and specialized institutions in Switzerland, assurances of its highest consideration.

10 September 2013



Permanent Mission of the Syrian Arab Republic
to the United Nations Office in Geneva
and specialized institutions in Switzerland

NATIONS UNIES
DROITS DE L'HOMME
HAUT-COMMISSARIAT



UNITED NATIONS
HUMAN RIGHTS
OFFICE OF THE HIGH COMMISSIONER

HAUT-COMMISSARIAT AUX DROITS DE L'HOMME • OFFICE OF THE HIGH COMMISSIONER FOR HUMAN RIGHTS

Tel: 41-22-9179989, Fax: 41-22-9179007

Independent International Commission of Inquiry on the Syrian Arab Republic established pursuant to
United Nations Human Rights Council Resolutions S-17/1, 19/22, 21/26 and 22/24

26 September 2013

Excellency,

On behalf of the Independent International Commission of Inquiry on the Syrian Arab Republic, I wish to express my appreciation for your letter of 20 September 2013, transmitting the transcript of a recent intercepted telephone conversation. The Commission looks forward to receiving the CD containing the audio version of the conversation, as mentioned in your letter.

Allow me to take this opportunity to welcome the decision of the Government to become a State Party to the 1993 Convention on the Prohibition of the Development, Production, Stockpiling and Use of Chemical Weapons and on their Destruction.

As you know, in the context of implementing its mandate of investigating violations of international human rights and humanitarian law, the Commission of Inquiry will continue to investigate the allegations on the use of chemical weapons in Syria. In this regard, the Commission invites the Government to provide it with any other relevant information it may have on the use of chemical weapons in its territory.

In addition, the Commission of Inquiry's investigation will benefit immeasurably from it being given full and unfettered access to the country. It is essential for the voice of the Commission of Inquiry, as an independent and impartial body, be heard on this issue of such significant importance.

I wish to reiterate the readiness of the Commission of Inquiry to engage in a discussion with the Government on the modalities of such a visit.

Please accept, Excellency, the assurances of my highest consideration.

Paulo Sergio Pinheiro

Chair, Independent Commission of Inquiry
on the Syrian Arab Republic

His Excellency
Mr. Faysal Khabbaz Hamoui
Ambassador Extraordinary and Plenipotentiary
Permanent Representative
Geneva Switzerland

NATIONS UNIES
DROITS DE L'HOMME
HAUT-COMMISSARIAT



UNITED NATIONS
HUMAN RIGHTS
OFFICE OF THE HIGH COMMISSIONER

HAUT-COMMISSARIAT AUX DROITS DE L'HOMME • OFFICE OF THE HIGH COMMISSIONER FOR HUMAN RIGHTS
Tel: 41-22-9179989, Fax: 41-22-9179007

Independent International Commission of Inquiry on the Syrian Arab Republic established pursuant to
United Nations Human Rights Council Resolutions S-17/1, 19/22, 21/26 and 22/24

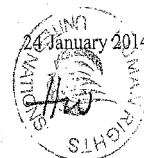
The Independent International Commission of Inquiry on the Syrian Arab Republic presents its compliments to the Permanent Mission of the Syrian Arab Republic to the United Nations Office in Geneva and specialized institutions in Switzerland.

The Commission will present its last report as part of its current mandate to the Human Rights Council at its 25th session in March 2014. In this context, the Commission wishes to reiterate its request to visit the Syrian Arab Republic in order to gather relevant information for its investigation.

The Commission wishes to underline the important role that the Government could play, especially at this particular juncture, in providing crucial information relevant to the mandate of the Commission, including on the alleged use of chemical weapons.

In this context, Commissioners Carla del Ponte and Vitit Muntarbhorn, assisted by staff from the Secretariat, would be available to conduct an initial mission to the Syrian Arab Republic in the month of February.

The Commission avails itself of this opportunity to extend to the Permanent Mission of the Syrian Arab Republic to the United Nations Office in Geneva and specialized institutions in Switzerland the assurances of its highest considerations.



Permanent Mission of the Syrian Arab Republic
To the United Nations Office and other
International organisations in Geneva
Geneva, Switzerland

Annexe II

[Anglais seulement]

Political and humanitarian context

Political context

1. Since March 2011, the conflict devolved from a domestic protest movement into a non-international armed conflict. As protests spread from Dara'a governorate to other parts of the country, Government forces resorted to excessive use of force to quell the unrest. In parallel, the Government passed legal and political reforms that failed to diffuse the crisis. As early as July 2011, small groups of army defectors joined by armed civilians engaged with Government forces in restive areas. The Government framed its military response to the unrest in the context of fighting terrorism, while the opposition insisted on its demands for democracy and dignity.

2. In response to the deepening crisis, various opposition currents formed the National Coalition for Syrian Revolutionary and Opposition Forces in November 2012. The Coalition represents a wide array of civilian and political forces including local councils, independent nationalist figures and the Syrian National Council (SNC). The latter forms the largest bloc in the Coalition accounting for 22 of its 66 seats. The Coalition also encompasses the Supreme Military Council (SMC) which is intended to unify armed groups, curb the influence of radical groups and bridge the gap with armed actors. On 25 September 2013, thirteen of the most influential armed groups renounced their affiliation with the SMC and formed the Islamic Front (IF), weakening the credibility of the Coalition. The SNC's latest withdrawal from the Coalition, further undermined the latter's position on the eve of the Geneva 2 talks. Despite broadening its representation base to include the Kurdish National Council (KNC) and members of the internal opposition, some armed and political forces consider that the Coalition lacks effective representation on the ground and it is influenced by external factors. However, the Coalition remains the main political entity, representing the opposition, in the conduct of foreign affairs.

3. Since August 2013, the Islamic State of Iraq and Sham (ISIS) reinforced its control of captured areas in northern Syria, particularly in Al-Raqqah, Aleppo and Idlib countryside as foreign fighters continue to join its ranks. ISIS, an Al-Qaeda affiliate, runs areas under its control through local administrations governed by the strict application of Sharia Law. Those areas are meant to form the foundation of a future Islamic state extending beyond Syria's borders. Over past months, restrictions on civil liberties tightened while human rights violations significantly increased in these areas under the group's control. With the surge of the influence of radical groups, including ISIS, the foreign policy of regional and international actors, is increasingly geared towards addressing the rising threat of extremism.

4. In the Syrian Kurdish regions, this dynamic led to an open conflict between the Salafi Jihadi and Kurdish groups. A PYD-led coalition established an interim Kurdish administration with municipal councils in three provinces, Jazirah, Ayn Al-Arab and Afrin in January 2014. Alongside the KNC's inclusion in the Coalition, both have engaged in policy discussions within the framework of the Supreme Kurdish Council under the auspices of the Kurdish Regional Government in Iraq.

5. The intensity of the conflict reached the threshold of a non-international armed conflict by February 2012 with significant local, regional and international implications. Lebanon's domestic dynamics have been seriously affected by the war in Syria. Political polarization has markedly increased against the backdrop of local parties' conflicting positions on the Syrian conflict. Hezbollah's subsequent direct military involvement on the side of the Government and the mobilization of Sunni fighters to join the ranks of armed opposition groups in Syria aggravated existing sectarian tensions.

6. By the end of 2011, regional cleavages were evident through the positions of various Governments and regional actors either in support of the Syrian Government or the opposition. This regional dynamic increasingly defined the military and political conduct of warring parties and complicated the prospect of a peaceful settlement. On the international stage, differences among the five permanent members of the Security Council prevented an effective approach towards resolving the conflict.

7. The chemical weapons attacks in Damascus governorate on 21 August 2013 and their aftermath have altered the course of international diplomacy vis-à-vis the conflict. As consensus for military action against the Government faltered, a framework agreement was reached between the United States and Russia for the destruction of the Syrian chemical stockpile on 13 September 2013 through Security Council Resolution 2118. Cooperation between the two Governments to broker the agreement signaled a closer approach on the Syrian conflict, particularly on the need for a political settlement. This was a significant departure from their previous positions. International consensus on dealing with the Syrian chemical threat and the need for political settlement led some countries in the region to moderate their approach towards the crisis and accelerated the diplomatic momentum towards the Geneva 2 talks.

8. Despite internal dissension, the Coalition voted in favour of participation in the Geneva II talks which started on 22 January 2014. The basis for the talks, mediated by Joint Special Representative Lakhdar Brahimi, is the June 2012 Communiqué which calls for an immediate ceasefire; the formation of a transitional government with executive powers including representatives from the opposition and the government, maintenance of the territorial integrity of Syria and allowing humanitarian access among other aspects. The nature of the transitional Government and the lack of effective means to enforce a ceasefire on the ground remain serious obstacles. Despite serious impediments, the talks represent the most serious diplomatic initiative so far to resolve the conflict. Emphasis on the need for a political settlement is consistent with the Commission's longstanding position, specifically that there is no military solution to the conflict and that it is only through an inclusive Syrian dialogue that a peaceful transition can be attained.

Humanitarian context

9. Nearly nine million people, more than a third of the population, have fled their homes since March 2011. Of these, over 2.4 million are refugees in neighbouring countries, stretching hosting communities to their limits. One-fifth of Lebanon's population are Syrian refugees. In Jordan, Zaatari camp has become one of the country's largest "cities". Thousands of Syrians are also trying to cross from Egypt or Libya to Italy. Hundreds have perished at sea.

10. An estimated 6.5 million Syrians are internally displaced. Of concern is the situation of approximately 250,000 persons who remain trapped. A third round of vaccinations in response to a polio outbreak was carried out in January 2014, reaching more than two million children. The provision of assistance is, however, increasingly manipulated by all sides, in breach of the principle of non-discrimination. Humanitarian actors continue to work in dangerous conditions across the country.

11. Economic sanctions imposed by some Member States adversely affect the socioeconomic situation. The Syrian Pound has been devalued by over 50 per cent since the outbreak of the crisis. Prices for basic items have risen sharply. Many families are living in abandoned buildings, schools or in makeshift shelters, without sufficient food, water or medicine. Health and sanitation services have deteriorated, leading to the spread of communicable diseases.

12. The second International Pledging Conference for Syria was held in Kuwait City on 15 January 2014. Donors are encouraged to fulfil the \$2.4 billion (of the \$6.5 billion appeal) pledges to help UN agencies and partners provide aid to Syrians affected by the conflict.

Annexe III

[Anglais seulement]

Specific mandate on massacres

1. The Commission continued to carry out its special mandate to investigate all massacres.^a The Commission has not been granted access to conduct investigations on the territory of the Syrian Arab Republic. This has severely hampered its efforts to establish the circumstances of a number of alleged massacres to its evidentiary standard. In many parts of Syria, communication lines, including phone and internet, have been restricted or cut. In the incidents described, the intentional mass killing and identity of the perpetrator were confirmed to the commission's evidentiary standards.

Government forces and pro-Government militia

Qarfah Village, Dara'a, 6 June 2013

2. On 6 June 2013, Government forces and armed men in plain clothes executed five civilians, including a four-year-old girl during an incursion into a private house in Qarfah village. Government forces raided the house after arresting and killing a male member of the family at a military position in Izraa, on the suspicion that he was a member of a non-State armed group.

Al-Zarra, Tal-Kalkh area, Homs, 15 July 2013

3. On 15 July 2013, seven members of a local Reconciliation Committee in the village of Al-Zarra were shot dead by local pro-Government Popular Committee members from a neighbouring Alawite village. The victims were unarmed civilians. Among them were two retired Syrian army officers and a former mayor of a village in the area.

4. The Reconciliation Committee members were killed as they were accompanying unarmed rebels on their way to the State police station in Talkalakh, in order to facilitate their surrender. Their convoy was ambushed near an army checkpoint and attacked by Popular Committee members from a neighbouring village. Neither the Reconciliation Committee members nor those being escorted were carrying arms.

Karnaz, Hama, 26 September 2013

5. On 26 September, eight members of a family were killed in their home by Government forces and pro-Government militia. The massacre occurred as Government forces raided the house in order to confiscate agricultural goods, on the suspicion that they were being used to feed armed opposition fighters. When the mother in the family refused to hand over the foodstuffs, Government forces killed the woman and seven family members.

^a See A/HRC/22/59, para 42.

Non-State armed groups

Jamlah Village (Dara'a), 3 March 2013

6. On 5 March 2013, the Yarmouk Martyrs Brigade executed nine members of the Syrian armed forces who had been captured and were hors de combat. The troops were detained during an attack on a military position in Jamlah village. The captured soldiers were subsequently executed by gunfire.

Khan Al-Assal, Aleppo, 22-23 July 2013

7. On 22 and 23 July NSAGs captured and executed more than 50 government soldiers and a number of civilians during an attack on the town of Khan Al-Assal, outside Aleppo. Video material collected online indicates that the detainees were executed by gunfire after their capture by members of the Ansar Al-Khilafa Brigade.

Al-Hiffa region, Latakia, 4-5 August 2013

8. During the first week of August 2013, more than 100 civilians were killed during a military operation conducted by non-State armed groups. The killings occurred in the context of a military attack that started on 4 August 2013, in which a number of non-State armed groups participated. The operation targeted a cluster of Alawite villages in Al-Hiffa, and was referred to by some groups as Operation Liberation of the Coast, or Campaign of the Descendants of Aisha the Mother of Believers by other groups. The main participating non-State armed groups in the operation were Jabhat Al-Nusra, Suqor Al-'Iz, Ahrar Al-Sham, Liwa' Al-Mouhajireen and Harakat Sham Al-Islam, as well as Soqoor Al-Sahel Brigade and Western Central Front of SMC. Small local groups from local Sunni villages also participated.

9. Non-State armed groups first attacked a military position on a hilltop around 500 meters from the villages. The position was equipped with tank, rocket launcher and other heavy weaponry, and had been used to fire artillery on the opposition held town of Salma and other areas. After capturing this and other military positions in the area, the fighters moved to attack the nearby villages, including Inbatah, Al-Hamboushiyah and Blouta, in some places engaging Syrian forces in combat, but also firing indiscriminately at civilians and civilian houses. Civilians were killed during this assault, while others were killed while escaping.

10. The victims included men, women and children. During the attack, armed non-State groups also abducted an estimated 200 women and children. Their whereabouts remain unknown. The discovery of mass graves was reported after Government forces regained control of the villages around 16 August 2013. Victims were killed by gunshot or by sharp objects. Several bodies were decapitated, burned or otherwise mutilated.

11. Statements from participating commanders as well as material available online strongly suggest that this specific operation received a financial contribution of 400,000 Euros from an identified individual. A second person of unknown nationality contributed 150,000 Euros to the operation.

Al-Madmouma, Idlib, 26 August 2013

12. On 26 August 2013, several members of a non-State armed group affiliated to Ahrar Al-Sham, attacked the village of Al-Madmouma, near Ma'aret Al-Nu'man. During the night, armed men entered a house and killed 16 civilians, including six children, three women and two elderly men. The killings occurred in the context of disputes between the group and a tribe present in the area.

Maksar Al-Husan, Homs, 10 September 2013

13. On 10 September 2013, 18 civilians were killed in Maksar Al-Husan in the context of a military campaign against a group of three Alawite villages nearby. Non-State armed groups affiliated with Jabhat Al-Nusra and Ahrar Al-Sham Movement conducted the assault. Victims included several elderly women and men, as well as children.

Deir Attiya, Damascus, 20 November 2013

14. Nine medical staff at Basil State Hospital in Qalamoun were taken hostage and killed by members of Islamic State of Iraq and Al-Sham (ISIS) and Al-Khadra Battalion. The killings and the attack on the hospital occurred in the context of an assault against several locations and positions in Deir Attiya city. Government sources reported to have retrieved the bodies of the victims after Government forces regained control of the hospital on 13 November 2013.

Sadad, Homs countryside, 21-28 October 2013

15. On 21 October 2013, multiple non-state armed groups, including Al-Islam Shield battalions affiliated to Maghawir Forces and Jabhat Al-Nusra launched an attack on Government forces based in the Christian town of Sadad. A number of civilians were killed during the ensuing clashes. The perpetrators of the killings have not been established in each incident.

16. Two elderly civilians were shot and killed by members of a non-State armed group. Members of the police force were also killed. Four elderly women were reportedly found shot dead in an area controlled by the armed groups. All killings took place in close quarters.

Unknown perpetrator**Sadad, Homs countryside, October 2013**

17. On 21 October 2013, multiple non-state armed groups launched an attack on Government forces based in the Christian town of Sadad. On 28 October, Syrian Government forces regained full control of Sadad. An entire family, a woman, her two young children, two elderly parents and her mother in law, were later found dead in a well. One of the victims was handcuffed with his arms behind his back and had been gagged with a cloth. All six civilians had been shot in the head. The area in which the victims were found dead had been under the control of the Government. Non-state armed groups had been positioned in a school near the family's home.

Annexe IV

[Anglais seulement]

Without a trace: enforced disappearances in Syria

I. Introduction

1. Women, standing outside detention centres and holding photographs of their disappeared male relatives, have become an enduring image of suffering in Syria. It is an image which speaks to the essence of the violation of enforced disappearance: the taking of a loved one, the desperate search for information through official and unofficial channels, and the torment of those left behind. Those who wait are often the only visible trace of the violation.

2. An enforced disappearance is an arrest, detention or abduction, followed by a refusal to acknowledge the deprivation of liberty or by the concealment of the fate or whereabouts of the disappeared. Cases of enforced disappearances were first documented by the Commission of Inquiry on the Syrian Arab Republic during the pro-democracy protests in March 2011. As the unrest devolved into an armed conflict, the investigation covered practices related to enforced disappearances perpetrated by all parties to the conflict. Investigations uncovered a consistent country-wide pattern in which people – mainly adult males – have been seized by the Syrian security and armed forces, as well as by pro-Government militias, during mass arrests, house searches, at checkpoints and in hospitals. In some instances, the disappearances appeared to have a punitive element, targeting family members of defectors, activists, fighters as well as those believed to be providing medical care to the opposition.

3. Over the last year, specific anti-Government armed groups have begun to abduct certain categories of civilians and hold them hostage. Persons perceived to be supporting the Government, human rights defenders, journalists, activists, humanitarian workers, and religious leaders have been seized by various armed groups and held under the threat of death until their release was negotiated for ransom or a prisoner exchange. Hostage-taking is a war crime, characterized by coercion and the infliction of a threat until the demands of the captor are met.

4. In contrast, enforced disappearance –the subject of this paper– is a denial of the very existence of its victims, placing them outside the protection of the law. Authorities across Syria have refused to provide information about the fate or whereabouts of disappeared. In some instances, there appeared to be a policy of not providing such information to families. Many of those interviewed were too frightened of reprisals to make official inquiries. In some cases, relatives who approached the security services were themselves arrested. The Government has perpetuated a system of arrests and incommunicado detention that is conducive to enforced disappearances. There is also evidence that some anti-Government armed groups have adopted practices that could be considered tantamount to enforced disappearances. This paper charts the major trends and patterns of this phenomenon in Syria from March 2011 to November 2013 and draws from numerous first-hand interviews conducted by the Commission over this period. The Commission regrets that it was not able to access the country. This limited its ability to investigate inside Syria, especially cases of anti-Government armed group abuses.

5. The practice of forcibly disappearing persons is prohibited under customary international humanitarian law, binding all parties to the conflict in Syria. The definition of an enforced disappearance is set out in the United Nations Declaration for the Protection of All Persons from Enforced Disappearance and the International Convention for the Protection of All Persons from Enforced Disappearance, which crystalises custom. Under international human rights law, an act of enforced disappearance is committed by agents of the State or by persons or groups of persons acting with the authorization, support or acquiescence of the State, thus resulting in a human rights violation. In the context of international humanitarian law, this requirement must be interpreted to include agents of non-State actors, in order for this prohibition to retain significance in situations of non-international armed conflict such as Syria.

6. Under international human rights law, the prohibition of enforced disappearances is a non-derogable State responsibility. No legitimate aim or exceptional circumstances may be invoked to justify the practice of enforced disappearance. When perpetrated as part of a widespread or systematic attack against a civilian population, with the intent of removing a person from the protection of the law for a prolonged period of time and pursuant to or in furtherance of a State or organizational policy, enforced disappearances can amount to a crime against humanity incurring individual criminal responsibility. Enforced disappearances are continuing human rights violations and crimes, persisting for many years after the initial deprivation of liberty.

7. The Criminal Code of the Syrian Arab Republic does not criminalise enforced disappearances as an autonomous crime. Any act of enforced disappearance violates a number of fundamental rights enshrined in the 2012 Syrian Constitution, the Arab Charter on Human Rights and the International Covenant on Civil and Political Rights, to which Syria is party. These rights include the right to liberty and security of persons, the right not to be arbitrarily detained, the right not to be subjected to torture or to cruel, inhuman or degrading treatment or punishment, the right to a fair trial and the right of all persons deprived of their liberty to be treated with humanity and with the inherent dignity of the human person. Enforced disappearances also violate and imperil the right to life.

8. Enforced disappearance, by definition, requires an absence of information about the fate or whereabouts of a loved one. Investigating this violation presents unique challenges as physical evidence is elusive or entirely absent. It can be years before the fate of the disappeared person comes to light, if ever. The truth regarding the fate of the many disappeared in Syria and the extent of the phenomenon of enforced disappearance will likely only fully be grasped in the aftermath of the conflict.

9. The victims of this violation number far beyond the individuals disappeared. The families and loved ones of those disappeared endure a mental anguish that amounts to a further violation of their human rights. It is a continuous violation that remains unabated until the fate of the disappeared is uncovered. To forcibly disappear a person is to negate their being and deny their relatives' right to know the truth.

II. The deprivation of liberty: a targeted campaign

10. Enforced disappearances have been carried out since the beginning of the uprising in Syria. Most disappearances were perpetrated by intelligence and security officers, as well as by the Syrian army, sometimes in conjunction with pro-government militias acting on behalf of the Government. In all the cases documented, the perpetrators operated with impunity.

11. The violation of enforced disappearance is often a gateway to the commission of other offences, most particularly torture. Survivors of enforced disappearances consistently

described being subjected to torture during their detention. In all the instances documented, the victims were denied their fundamental right to due process. They were deprived of contact with the outside world, including close relatives. No legal assistance was provided. They were placed outside the law, at the mercy of their captors.

A. Silencing the opposition

12. Consistent accounts indicate that in the early days of Syria's unrest, enforced disappearances were employed by the Government to silence the opposition and spread fear amongst relatives and friends of demonstrators, activists and bloggers.

13. Military commanders undertook a coordinated policy together with intelligence agencies to target civilian protesters through mass arrests and enforced disappearances in 2011 and early 2012. A former officer of an army brigade operating in Al-Waer in Homs stated that during the army operations in Bab Amr in January 2012, soldiers attacked protesters in the streets while intelligence officers systematically arrested all those who were not killed. Following the attacks against demonstrators, the same brigade carried out house raids, jointly with intelligence officers, indiscriminately arresting more individuals. Their families were never informed of their whereabouts.

14. One survivor, arrested by the Air Force Intelligence in March 2011 after taking part in a demonstration, was transported to the Mezzeh Airport Prison, where he was interrogated and tortured. Subsequently, he was transferred to the premises of the Air Force Intelligence, where a high-ranking officer openly threatened to kill him should he participate in further demonstrations. Throughout his ordeal and despite repeated attempts to locate him, his family was never notified of his arrest, detention and whereabouts.

15. Another interviewee who, together with his cousin, participated in protests in Jisr El Shoughour, Idlib in June 2011, reported that security forces raided his cousin's house shortly after the demonstration, and abducted him from his bed. His cousin was taken to an unknown location and his whereabouts were never disclosed. The interviewee said "on more than one night, my daughter woke up after she heard her mother crying. Every night, we thought that the security services were coming to get us".

16. Consistent testimonies reveal a pattern; the vast majority of those disappeared in 2011 and early 2012 were young men. A man, who defected from the political security branch of Aleppo in March 2012, reported that officers received orders to arrest every young male and adolescent between 16 and 40 years old that participated in demonstrations.

17. The available accounts indicate a policy targeting civilians executed through various organs of the Syrian Government, aimed at stifling the protest movement. Enforced disappearances were employed to instil fear, oppress and assert control over persons taking part in demonstrations against the Government and were undertaken during coordinated attacks on the civilian population.

B. Enforced disappearance as reprisals and punishment

18. In certain cases, enforced disappearances had a strong punitive element, targeting those perceived to be either supportive of the opposition or insufficiently loyal to the Government.

19. Several interviewees indicated that soldiers who refused to execute orders or were suspected of harbouring opposition sympathies were subjected to reprisals, including disappearance. A former army conscript, who operated in the town of Tseel in Dara'a in

November 2011, revealed that four of his fellow soldiers were arrested by their superiors after they refused to open fire on a group of peaceful demonstrators. The interviewee never saw them again, inferring that insubordination was punished by disappearance.

20. Relatives of those individuals wanted by the Syrian security apparatus have also been victims of enforced disappearances. A young man, who defected from the Republican Guard in June 2011, explained how his superiors came to his village in Dara'a, three weeks after his defection. They arrested his younger cousin, in an apparent reprisal. His cousin was taken to an unknown location and his fate never uncovered. Another protester reported that after he participated in several peaceful demonstrations in Dael, Dara'a, in March 2011, agents of the Political Security raided his house and forcibly disappeared one of his brothers. He stated plainly, "my brother was probably detained because of me". He believed that his brother's abduction was aimed at instilling fear in the relatives of protesters to deter them from participating in demonstrations.

21. Doctors were disappeared as punishment for their perceived support of anti-Government armed groups. An employee of Zarzor hospital in an anti-Government armed group-held part of Aleppo testified about a series of disappearances targeting medical personnel carried out by the Aleppo Air Force Intelligence between June and December 2012. These disappearances appeared to be aimed at punishing doctors who provided medical services in opposition areas, and deterring others who would consider doing the same.

C. A tactic of war

22. As the unrest devolved into a full-blown conflict, those affiliated or perceived to be affiliated with anti-Government armed groups became targets for disappearance. The initial arrests and abductions most often took place during Government searches of restive areas or at the checkpoints encircling those localities.

23. Bab Amr was the scene of mass arrests and disappearances during ground attacks by Government forces between February and May 2013. In March 2013, clashes between the Free Syrian Army and the national army broke out in the Homs city neighbourhood of Bab Amr. Aided by pro-Government militias, the army raided Bab Amr and abducted several residents whose location and fate remain unknown. In May 2013, campaigns of arrest took place in Hama, many of those taken remain disappeared.

24. Men were also abducted at checkpoints manned by Government-affiliated militias and popular committees. One eyewitness described how his neighbours were arrested at a checkpoint controlled by what he believed to be *shabbiha*, in Al-Ghantoo, Homs, on 4 April 2013. Men wearing civilian clothing stopped their car and arrested a man. He was subsequently taken to an unknown location. His family does not know where to look for him. On 8 June 2013, a family of internally displaced persons was trying to make their way into Jordan when military forces positioned in the Al-Waer neighbourhood of Homs stopped their car at a checkpoint. The husband was arrested and taken to an unknown location, while his wife and children were ordered to return to their hometown, despite on-going violence. He has not been seen or heard from since.

25. As noted in "Assault on medical care in Syria" (A/HRC/24/CRP.2), wounded civilians perceived to be affiliated with the opposition are being disappeared from hospitals. This alarming phenomenon has significantly increased over the past months. An interviewee from Nabak, Dara'a governorate, explained that due to a lack of medical facilities in FSA-controlled areas, injured civilians were forced to go to governmental hospitals, where many disappeared between April and May 2013.

Without a trace

26. Defectors who participated in mass arrests as well as survivors revealed that in the majority of cases, the officers in charge of the initial arrest took the abductees to the premises of their respective security or military branches. Despite the organised nature of the arrests and detentions, authorities often failed to record the personal details of detainees, including those who died in detention, making it difficult to trace them and inform their families. The family of a person arrested in Idlib in September 2011 attempted to determine his whereabouts. The interviewee described how “Wherever they searched, the authorities said that his name was not recorded”.

27. A defector told of a mass arrest in Jisr Al-Shoughour, Idlib in June 2011, where those detained were taken to a school that was used as an ad hoc detention facility. There, detainees were subjected to painful and humiliating physical treatment. Their names were never registered rendering any attempts to determine their whereabouts futile. In late August 2011, officers of the Military Security in Latakia arrested four family members of an interviewee and took them to an unknown location. Three weeks later, a young man who was arrested together with the interviewee’s cousins informed him that his relatives had been transferred to the military hospital of Latakia. Upon inquiry, it was discovered that their names never appeared in the hospital’s registry.

Anti-Government armed groups

28. In 2013, specific anti-Government armed groups adopted a practice of hostage-taking, targeting civilians perceived to be supporting the Government, human rights defenders, journalists and religious leaders. The emergence of a pattern of abductions and arbitrary deprivation of liberty has characterized the ever-growing presence of certain armed groups, particularly in northern Syria.

29. The fear of such kidnappings and hostage-takings has gripped the civilian populations living under the control of certain armed groups. The perpetrators seize, detain and threaten to kill their victims in order to coerce a third party – whether the families of the kidnapped, their communities or the Syrian authorities – to fulfill their conditions for the release of the hostage. Such acts, motivated by material gain and extortion, intimidate and coerce the families of the kidnapped and their communities.

30. Hostages are taken with the intent to instrumentalise their liberty and security for ransom or prisoner exchange. Such offenses leave families in a state of uncertainty regarding the whereabouts of their relatives, but do not amount to enforced disappearances as the fate of the victims is not denied or concealed. In the current context in Syria, such conduct may amount to war crimes.

31. Information collected in recent months indicates that opposition armed groups such as the Islamic State of Iraq and Al-Sham (ISIS) have taken control of territory in northern Syria and begun to adopt practices, such as incommunicado detention, that may lead to disappearances. In one incident, armed men believed to be members of ISIS were reported to have abducted two civilians on grounds of non-adherence to their interpretation of Islamic dress code. The group later denied holding them in captivity. The whereabouts of the detainees remain unknown.

III. Not knowing: the enduring agony of Syrian families

32. The victims of enforced disappearance are not only those who have been disappeared. Enforced disappearances wreak havoc on families, tearing the social fabric of entire communities. Perpetrators intentionally create a paralysing uncertainty that leaves families hanging between hope and despair. Not knowing whether their loved ones are dead and, if so, what has happened to their bodies, they can neither mourn nor adjust to their loss.

A. A climate of fear

33. Enforced disappearances are characterised by situations where family members fear retaliation if they question the authority of the disappeared person's captors. Where the State maintains a climate in which family members are too intimidated to inquire about detentions by security services, this is tantamount to a refusal or a denial of the person's fate.

34. In Syria, silence and fear shroud enforced disappearances. In several cases, individuals who reported a disappearance were themselves detained. The mother of two young men who disappeared in Idlib in June 2011 reported that her eldest son was arrested when he inquired at the Idlib Military Security Branch about the whereabouts of his brothers. He never returned. One interviewee further reported that while detained in Homs prison in 2012, she met a 60 year-old woman who had been arrested after she went to the Homs Security Branch to inquire about the fate of her disappeared son.

35. The result of such a climate of fear is that only a fraction of the number of disappearances is officially reported because relatives of those disappeared fear being targeted and punished by the authorities.

36. In the overwhelming majority of cases, when asked whether they inquired about the disappearance of their relatives, interviewees reported that they could not approach the authorities because of a well-founded fear of reprisal. Families revealed that attempts to locate their relatives would expose them to a fate similar to their loved ones and may subject the disappeared to greater danger. A young man whose brother disappeared in December 2012 in Homs explained, "Families constantly pray for their relatives, but will not risk sending another family member to detention." Another interviewee, whose son was arrested during a house search by Military Security officers in late October 2012 in Damascus, stated that he did not go to the Military Security branch himself, as he feared that by requesting information, he would also be arrested.

37. Reporting on the arrest of his cousin by pro-Government militias and Air Force Intelligence officers in December 2012 in Nabul, Aleppo, an interviewee explained, "If you go to the branch to ask about detainees, they will interrogate you. If you are a man, you will be tortured and detained too. If you are a woman, they will harm you and might detain you instead."

B. A policy of concealment

38. Syrian families are in desperate need of official acknowledgment of what has happened to their relatives. An indication of this desperation are the 30 requests seeking official information from the Government, filed by Syrian families to the United Nations Working Group on Enforced or Involuntary Disappearances, over the course of 2012 (A/HRC/22/45).

39. Those who dared to approach the authorities to inquire about a loved one faced a systematic refusal to disclose the fate or whereabouts of the disappeared or to even acknowledge the deprivation of liberty. One survivor, who was arrested by pro-Government militias and Air Force Military Security officers in Latakia in July 2012, recalled the shock of his family upon his release, “No one informed my family about my detention; no one would dare ask the Air Force Military Security about their relatives. If you asked, no one would tell you.” A relative of a man arrested in Naime, Dara’a, in 2011 stated, “His mother searched everywhere, but received no information from anyone”.

40. The brother of a former Syrian Air Defence Force officer reported that after he decided to defect, in December 2011, his brother called his family expressing serious fears of being arrested or punished. This phone call was the last anyone heard of him. The interviewee explained that his family repeatedly approached all Syrian security services, including the Air Force Intelligence, the police, the army, and the state security services. He further described how they had to use intermediaries to approach the Air Force Intelligence, whose officers were instructed to fire upon anyone who came within 300 metres of their building. Despite the measures taken by the interviewee and his family, each security apparatus denied any knowledge of the arrest, detention or whereabouts of his brother.

41. A doctor who survived a disappearance in 2011 explained that after months of searching, his family managed to locate his place of detention. However, when they directly inquired to the authorities administering the detention facility, the authorities denied that their relative was held there.

42. In a revealing account, a man who defected from the Hama Air Force Intelligence at the end of 2012, described orders he received not to provide information about the whereabouts of detainees or to speak to their relatives. He added that cameras were placed at the gates of the Air Force Intelligence premises, to monitor the officers and deter them from speaking to families inquiring about their relatives.

43. In some instances, the families only discover the fate of the disappeared when their bodies are recovered or in a minority of cases, are returned to them. However, several accounts indicate that Government forces take deliberate steps to conceal the cause and circumstances of the death, violating the families’ right to truth. Interviewees who had lost families members consistently described how their bodies were returned by Government authorities without explanation. In April 2011, a child was arrested in Dara’a, and taken to an Air Force Intelligence facility in Damascus. His family searched for their son in hospitals to no avail, fearing that he had been detained or killed. His body, bearing extensive signs of torture, was returned to his family in June 2011. No information was provided about the grounds for his detention or the circumstances of his death. The father of a young activist, arrested by security forces in late July 2012 in Latakia and whose whereabouts were unknown, received a phone call eleven days after his son’s disappearance. He was asked to go to Damascus to recover the body of his son, who, he was told, had been killed in a car accident. The body bore traces of severe torture.

C. The anguish

44. The heart of the anguish suffered by families lies in the authorities’ systematic refusal to acknowledge the deprivation of liberty or to disclose any information about the relatives. Across Syria, parents, siblings, husbands, wives, children and friends wait anxiously to know the fate or whereabouts of their loved ones. Not knowing whether the disappeared is still alive, and if so in what state of health and under which conditions, causes a level of grief impossible to convey. The secrecy surrounding the fate of the disappeared has the effect of intimidating and punishing families by leaving them in a state

of uncertainty and mental distress. This mental anguish may rise to the level of torture or inhuman treatment and makes entire families the victims of enforced disappearances.

45. The husband of a woman abducted by Military Intelligence officers in Hama in December 2011 and whose whereabouts were never disclosed, explained how traumatized his two-year old daughter has been since, “She cries when she sees a military uniform”.

46. Consistent accounts have revealed that the principal means to obtain information is when a fellow detainee is released. A man held for over a year in the Military Police Branch of Hama described, in a harrowing account, how immediately after his release in May 2013, he was assailed by dozens of women thrusting photographs of their husbands, sons and fathers towards him. Another interviewee, released after a court hearing in Damascus in August 2013, was confronted with hundreds of people waiting outside the court, begging for news of their loved ones, in the hope that he had seen them in detention.

47. The desperation of families has left them vulnerable to extortion. Some pay bribes to those who, often falsely, claim they can provide information. One interviewee reported that his cousin, who had participated in peaceful demonstrations in Latakia, was arrested mid-2011 by Government security forces and taken to an unknown location. His family was too frightened to approach the forces responsible for his arrest. Instead they paid a bribe to a person who claimed to be connected to the security forces. This middleman informed the family that the disappeared was detained in the Air Force Intelligence detention centre. Shortly afterwards, the contact revealed, for more money, that he had been killed.

48. Another interviewee reported that his cousin was arrested by security officers on his way to Damascus in September 2013 and taken to an unknown location. His family learned of his arrest from a taxi driver who witnessed it. The disappeared’s father repeatedly inquired about the fate and whereabouts of his son, to no avail. Only after he bribed one of his contacts was he able to learn that security officers belonging to the 4th Army division had arrested his son for having published pro-opposition messages on a social media webpage. He was, however, unable to obtain any information about his son’s location or state of health. The interviewee insisted that less privileged families are abandoned to their grief, saying that it was only because his uncle “had money and contacts” that he was able to obtain some information.

49. Besides the grave emotional and psychosocial impact, families also often have to cope with the economic consequences of disappearances. The absence of the main breadwinner creates financial difficulties that add to the extreme vulnerability of families. Women and children face specific hardships. The uncertainty created by the disappearance of their husbands or fathers has social and legal consequences, including on the status of marriage, right to inheritance and social welfare, and the management of the property of the disappeared person. Children of disappeared experience acute suffering with the loss of a parent. One young woman interviewed about the disappearance of her husband stated “I do not know how to live and care for my young children without their father”.

50. Syrian authorities created a climate of intimidation such that families did not dare inquire about their loved ones or file any formal complaints, and systematically denied the disappearance or refused to disclose any information. They also violated their duty to duly investigate enforced disappearances. The Government has further violated families’ non-derogable right to know the truth regarding the circumstances of the enforced disappearance, the progress and results of the investigation and the fate of the disappeared person.

IV. Conclusions and Recommendations

51. The accounts presented in this paper only hint at the scope of the crisis of enforced disappearance in Syria and the state of fear in which ordinary citizens live.

52. Enforced disappearances are perpetrated as part of a widespread campaign of terror against the civilian population. Government forces have engaged in enforced disappearance in violation of their international legal obligations. Given the geographic spread of the documented cases and the consistent manner in which abductions and arrests are carried out, there are reasonable grounds to believe that enforced disappearances were committed by Government forces, as part of a widespread and systematic attack against the civilian population, and therefore amount to a crime against humanity.

53. The direct victims of enforced disappearances were systematically denied their fundamental human rights, more particularly their rights not to be arbitrarily detained, not to be subjected to torture or to cruel, inhuman or degrading treatment or punishment, as well as their rights to liberty and security, to be recognized as a person before the law and to be treated with humanity and with the inherent dignity of the human person.

54. By failing to acknowledge the deprivation of liberty, the Government has violated the family's right to the truth. The ensuing mental anguish suffered may breach family members' rights not to be subjected to torture or to cruel, inhuman or degrading treatment or punishment. Where family members have been arrested when they sought to make inquiries from the authorities, their rights to liberty and security have also been violated.

55. The absence of an autonomous definition of enforced disappearance in the Syrian Criminal Code and the lack of an official register or bureau that manages records of detainees and responds to inquiries made by relatives, contributes to a system that is conducive to enforced disappearances. Moreover, the persistent failure to notify the families of the fate or whereabouts of their loved ones coupled with the systematic practice of withholding information, reprisals, bribery or intimidation in response to the search for information by relatives, and the absence of genuine investigations into allegations of disappearances, constitute the many factors that create an environment of impunity in Syria. Such a climate not only contributes to the perpetuation of the phenomenon of enforced disappearance, but is also a major obstacle to the elucidation of its true extent.

56. International human rights law imposes on Syria the obligation to take all appropriate measures to investigate enforced disappearances and to bring those responsible to justice.

57. Disappearances are losses that cannot be mourned. They bear consequences on the individuals, their families and the community as a whole and will remain among Syria's deepest wounds. The damage inflicted upon the victims, including their relatives, is permanent and irreparable. Reconciliation cannot happen until each individual case of enforced disappearance is clarified and the perpetrators brought to justice. No statute of limitations applies to this violation. Investigating each case of enforced disappearance will remain the responsibility of the Syrian state regardless of the Government in power.

The Commission recommends that the Government of Syria:

- i. Inform families of the whereabouts of all persons in their custody;
- ii. Ensure that all those detained are registered, and afforded legal review of the grounds of their detention;
- iii. When a disappeared person is found dead, return the remains to the family and inform them of the circumstances of the death;

- iv. Ratify the International Convention for the Protection of All Persons from Enforced Disappearance and recognise the competence of the Committee under Articles 31 and 32 of the Convention;
- v. Ensure that all cases of enforced disappearance as well as acts tantamount to enforced disappearances are duly investigated, that those responsible are prosecuted, and, where appropriate, punished;
- vi. Ensure that military commanders and civilian superiors enforce the prohibition of enforced disappearances within their ranks and among their subordinates;
- vii. Ensure that those involved in the search for victims of enforced disappearance, notably the relatives, have full and unimpeded access to justice and are protected against ill-treatment, intimidation or reprisal. To that effect, effective victim and witness protection measures, offering guarantees of safety for those who wish to lodge a complaint or testify, should be established;
- viii. Survivors and families of disappeared should also be granted reparations that include rehabilitation, satisfaction, compensation and, in particular, psychological and social support for the relatives;
- ix. To the extent possible, special social and financial support should be provided to dependent women and children.

The Commission recommends that anti-Government armed groups:

- i. Ensure that military commanders enforce the prohibition of enforced disappearances;
- ii. Take all feasible measures to account for persons reported disappeared as a result of the armed conflict;
- iii. Provide the family members of disappeared with any information concerning their fate and whereabouts;
- iv. Register and hold all detainees in a recognized place of detention;
- v. Promptly inform the detainees of the reasons for their detention;
- vi. Ensure that any person deprived of liberty has contact with the exterior, including legal assistance.

The Commission recommends that all parties to the conflict:

- i. Maintain an updated register of all persons deprived of liberty;
- ii. Set up a process to centralize information on persons deprived of liberty, to transmit such information to their next of kin directly or through a neutral intermediary, and to respond to inquiries about the whereabouts of disappeared persons;
- iii. Ensure that any person deprived of liberty is held in a recognized place of detention and has the opportunity to challenge his or her detention before an independent and impartial body.

Annexe V

[Anglais seulement]

Government detention centres

1. The majority of detainees interviewed by the Commission stated that they had been tortured or ill-treated during their interrogation. Methods of torture documented by the Commission were consistent across the country. They included mock executions; electric shocks applied to sensitive parts of the body, including genitals; cigarettes burns; and beating with electric cables, whips, metal and wooden sticks and rifle butts. There were multiple reports of detainees being beaten about the head and on the soles of the feet. The Commission also received reports of detainees being placed into prolonged stress positions (shabeh) and the use of vehicle tires to hold hands and feet in uncomfortable positions (dulab) while beatings were administered. In many of the interviews, scars and wounds, consistent with their accounts, were still visible.^b Detainees were denied medical care, left to die of chronic illnesses and untreated wounds and injuries. Children were often detained in the same detention facilities as adults and subject to the same levels of torture. As prisons have become overcrowded, the detention conditions have become deplorable. Sanitary facilities are limited and inadequate, spreading illnesses among detainees. Detainees are not accorded adequate food, leading to reports of starvation and malnourishment.

2. The list presented below identifies the Government detention facilities in which cases of torture have been documented. Others cases of tortures have also been documented in other locations controlled by Government forces, such as ad hoc detention places or checkpoints, which were not included in this list.

Governorate	City	Ministry	Service	Location
Aleppo	Aleppo	Ministry for Internal Affairs	Political Security Directorate	Political Security, Aleppo Branch
		Ministry of Defence	Military Intelligence Directorate	Military Security, "Palestine" Branch 235
			Air Force Intelligence	Air Force Intelligence, Aleppo Branch
Damascus	Damascus	Ministry of Defence	Air Force Intelligence	Air Force Intelligence, Damascus Branch - Bab Tuma
			Military Intelligence Directorate	Military Security, Raids Branch 215

^b Para. 77, A/HRC/20/CRP.1

			Military Intelligence Directorate	Military Security, Branch 227
			Military Intelligence Directorate	Military Security, Damascus Branch – Al-Fehar
		Ministry for Internal Affairs	General Security Directorate	State Security, Investigation Branch 285
			Syrian Police	Criminal division, Damascus Branch
	Qaboun	Ministry of Defence	Syrian Army	Military Police Headquarters
	Sednaya	Ministry of Defence	Syrian Army	Military Prison
	Mezzeh	Ministry of Defence	Air Force Intelligence	Mezzeh Airport Air Force Intelligence Investigation Center
			Syrian Army	Republican Guard Headquarters
			Syrian Army	Military Hospital
	Kafr Sousa	Ministry of Defence	Military Intelligence Directorate	Military Security, Branch 227
		Ministry for Internal Affairs	General Security Directorate	State Security, Kafar Sousa Branch
Dara'a	Dara'a	Ministry of Defence	Military Intelligence Directorate	Military Security, Dara'a Branch 265
		Ministry of Defence	Air Force Intelligence	Air Force Intelligence, Dara'a Branch
	Dara'a	Ministry for Internal Affairs	Political Security Directorate	Political Security, Dara'a Branch
			General Security Directorate	State Security, Dara'a Branch

			Syrian Police	Criminal division, Dara'a Branch
	Izra'a	Ministry of Defence	Military Intelligence Directorate	Military Security, Izra'a Branch
			Syrian Army	38 th Brigade
	Gharaz	Ministry for Internal Affairs	Prison division	Gharaz Central prison
Hama	Hama	Ministry for Internal Affairs	General Security Directorate	State Security, Hama Branch
Homs	Homs	Ministry for Internal Affairs	Prison division	Homs Central Prison
		Ministry of Defence	Air Force Intelligence	Air Force Intelligence, Homs Branch – Bab Tuma
			Military Intelligence Directorate	Military Security, Homs Branch
			Syrian Army	Homs Military Prison
Idlib	Idlib	Ministry for Internal Affairs	Prison division	Idlib Central Prison
		Ministry of Defence	Military Intelligence Directorate	Military Security, Idlib Branch
	Jisr Al-Shughour	Ministry of Defence	Military Intelligence Directorate	Military Security, Jisr Al-Shughour Branch
		Ministry for Internal Affairs	Political Security Directorate	Political Security, Jisr Al-Shughour Branch
Latakia	Latakia	Ministry of Defence	Military Intelligence Directorate	Military Security, Latakia Branch
		Ministry	Political Security	Political Security,

		for Internal Affairs	Directorate	Latakia Branch
Reef Damascus	Adra	Ministry for Internal Affairs	Prison division	Adra Central prison
	Duma	Ministry for Internal Affairs	General Security Directorate	State Security, Duma Branch
	Harasta	Ministry of Defence	Air Force Intelligence	Air Force Intelligence, Harasta Branch
		Ministry for Internal Affairs	Prison division	Harasta Central Prison
Tartus	Banyas	Ministry of Defence	Military Intelligence Directorate	Military Security, Banyas Branch
		Ministry for Internal Affairs	Political Security Directorate	Political Security, Banyas Branch
	Tartus	Ministry of Defence	Military Intelligence Directorate	Military Security, Tartus Branch
		Ministry for Internal Affairs	Political Security Directorate	Political Security, Tartus Branch
			General Security Directorate	State Security, Tartus Branch

Annexe VI

[Anglais seulement]

Use of barrel bombs

1. Barrel bombs, also called explosive barrels, are makeshift explosive devices increasingly employed by the Syrian Air Force against opposition strongholds in Syria.
2. The use of barrel-bombs by Government forces was first documented in August 2012 in Homs city and Al-Qusayr in Homs governorate. In September 2012, army helicopters dropped barrel bombs on opposition-controlled neighbourhoods of Aleppo city. Since then, they have increasingly formed part of the arsenal of Government forces, with devastating consequences for civilians and civilian objects.
3. Cheaper than conventional munitions and deliverable by transport helicopters, they are made from simple containers packed with explosives, scrap metal, and in many cases additional incendiary material. Locally made in different shapes, sizes and composition, they lack exact technical specifications available with conventional projectiles, in terms of accuracy and lethality. The enhanced anti-aircraft capabilities of non-State armed groups have forced Government helicopters to fly at higher altitudes, further reducing their accuracy.
4. The use of barrel bombs, in this manner, is indiscriminate. In areas where armed group fighters were present, Government forces treated clearly separate and distinct military objectives located in densely populated areas with high concentrations of civilians, as a single military objective. The use of barrel bombs in this context amounts to 'area bombardment', prohibited under international humanitarian law. Such bombardments spread of terror among the civilian population. Some barrel bombs are constructed as rudimentary incendiary weapons, causing superfluous injury and unnecessary suffering.
5. Since 15 July 2013, barrel-bombs have been dropped on civilian-inhabited areas in Idlib, Hama, Al-Raqqa, Aleppo, Dara'a and Damascus governorates. Aleppo city and Daraya in Damascus countryside suffered intense and highly lethal attacks with barrel-bombs between November 2013 and January 2014.
6. Civilians are killed in the initial blast, in the shrapnel that results and from the collapse of buildings in and around the impact site. Video footage of barrel bomb explosions and their aftermath show the loss of limbs and deep cuts as a result of shrapnel injuries. The impact of the Government's campaign of barrel-bombing of civilian-inhabited areas extends beyond mass civilian casualties.
7. The terror that the Government's barrel-bombing campaigns generate should not be underestimated. Barrel-bombs, particularly when dropped from high altitudes, cannot be properly targeted. Nor is it likely that anyone at the impact site would survive the initial blast. The Government does not provide early warning of attacks and there is little chance of being able to move from the area once a barrel bomb is released from a helicopter overhead. Victims of barrel bombs emphasized the extreme fear and mental suffering they felt as they came under attack. Survivors and witnesses consistently described that as a result of the barrel bombing campaign, much of the civilian population lived in a state of terror.

8. The impact of barrel bombs causes the collapse of buildings around its explosion, leaving neighbourhoods in ruins. Where such buildings are residences, this further contributes to the mass displacement of civilians inside Syria and over its borders.

Idlib governorate

9. On 14 July, a helicopter released three barrel bombs on Al-Bara market and residential areas in Al-Bara. The first barrel hit a truck carrying fuel, causing a massive blaze killing the driver and 5 nearby civilians. The bodies were burnt almost beyond recognition. Others sustained serious injuries, including a loss of limbs. The other two barrels hit residential buildings, destroying them but causing no casualties.

10. In the last two weeks of July, Saraqib came under intense shelling and aerial bombardment by Government forces. This attack included the heavy use of barrel bombs on 18, 19, 20, 27, 28 and 31 July. In the course of this sustained assault, scores of civilians were killed and many more injured. As buildings collapsed under the bombardments, families were buried in the rubble. In the 31 July attack, four civilians, including women and children, were killed when a barrel bomb exploded as it struck their house.

11. Throughout August, the Jabal Al-Zawiya region in southern Idlib countryside was bombarded by barrel-bombs. In two separate instances in August 2013, army helicopters dropped barrel bombs into villages populated by significant numbers of civilians. In the first attack, taking place in the second week of August, two children and a woman were seriously injured. One of the children lost a limb to shrapnel. In the second attack, which took place days later, the bomb hit a residential building. The building was flattened and its occupants, a family of 6 children and their parents, were killed.

12. On 3 August, shortly before the breaking of the Ramadan fast, a helicopter dropped five barrels bombs on civilian houses in Balyoun village. The impact killed a 40-year-old woman and injured three others, including a three-year-old boy. Three buildings were flattened. Two days later, on 5 August, several barrel bombs were dropped on the market in Balyoun, killing 20 people outright and injuring dozens. An unknown number of additional civilians were killed when the building collapsed on them due to the force of the blast. A large number of houses were destroyed, further fuelling the displacement of residents to other areas.

13. On 18 August, two barrel bombs were released over Bdama, a town to the south-west of Jisr Al-Shughour near the Turkish border. The first hit a residential neighbourhood, killing four civilians including two boys, aged 13 and 7 years. An unspecified number of people were injured and there was significant property damage. The second hit civilian homes in a nearby neighbourhood, killing at least 5 and severely injuring 20 people. Further casualties resulted from the collapse of houses near the impact site.

14. On 25 September, barrel bombs were dropped on Maarat Hurmah from a helicopter hovering high overhead. The village lies 13 km south of Ma'rat Al-Numan. Six people were killed, including three women and two children.

15. On 8 October, a Government helicopter dropped a barrel bomb on Bizabur, a village just south of Ariha. In the same month, Government forces used barrel bombs on Al-Hobait in southern Idlib. In one attack, the bomb landed on a family home, killing a woman, her two teenage daughters and two sons.

16. On 11 October, the Government launched a barrel bomb attack on Kansafra, a town with approximately 30,000 inhabitants, situated 20km west of Maarat Al-Numan. The explosion, the shrapnel generated and the collapse of approximately five buildings caused mass civilian casualties.

Hama governorate

17. Government helicopters, flying at high altitudes, dropped barrel bombs on towns and villages inhabited by civilians in Hama governorate. On 9 August, the Government targeted Al-Hawwash with barrel-bombs, causing significant civilian death and injuries. On 14 October, on Eid Al-Adha, Government helicopters launched six aerial strikes, dropping barrel bombs on each occasion. Two people were killed, including one child while 20 were injured. The next day, helicopters targeted Al-Latamneh with three barrel bombs. One hit a house, killing three children from one family.

Al-Raqqah governorate

18. Government helicopters dropped barrels bombs on Al-Raqqah city in July and August 2013. In all instances documented, there were significant civilians casualties, a high proportion of which were children.

19. On 30 July, shortly before the breaking of the Ramadan fast, a helicopter flew over the Al-Raqqah city twice, dropping two barrel bombs in each sortie. The residential areas of Ta'meer and Badow were hit, killing 13 civilians including 7 children and 3 women. Twenty people were injured and there was significant damage to houses.

20. On 2 August 2013, a helicopter dropped two barrel bombs in two consecutive raids on residential areas. While one hit a vacant park, the other struck a residential building, killing a woman and her brother. Thirty-two others were injured.

21. On 10 August, four barrel bombs were dropped on residential areas, again in Al-Raqqah city, killing 36 people and injuring many more.

Aleppo governorate

22. The campaign of shelling and aerial bombardment of Aleppo governorate has been prosecuted with shocking intensity. The Government's on-going campaign has made liberal use of barrel bombs on Al-Safirah in September and on Aleppo city and the Al-Bab region in particular, between November 2013 and January 2014.

23. Al-Safirah, a town 25 kilometres east of Aleppo city, is home to a large number of internally displaced persons, many of whom live in a camp on the outskirts of the town. In early September, Government helicopters released several barrel bombs over Al-Safirah and its IDP camp. While rebel fighters were present in the town and numbered among the casualties, the majority of those killed were civilians. The shelling and bombardment, including with barrel bombs, continued into October. On 20 October, civilians fleeing the town were killed in barrel bomb attacks on their vehicles.

24. Barrel bombs were dropped by Government helicopters on Aleppo city throughout November and December. Attacks have continued into January 2014. Use of barrels bombs in Aleppo city was documented as taking place on 23 November, on 9, 16, 17, 20, 24, 28 December and on 1 January 2014. Across the span of these attacks, several hundred of civilians have been killed, many of them children.

25. On 23 November, a helicopter targeted Al-Marjeh neighbourhood in Aleppo city with three barrel bombs. Twenty-eight people were killed and 25 others were injured. All the victims were civilians. Ten civilian homes were also destroyed. On the same day, barrel bombs exploded in a vegetable market in Tariq Al-Bab neighbourhood, killing 25 civilians, many of them women and children. The blast caused a fire which led to further civilian casualties and injuries.

26. On 9 December, a barrel bomb exploded near to a school and a medical point in Al-Zabedia neighbourhood. At least four people were killed, including a pregnant woman. All victims were civilians.
27. On 17 December, Government helicopters targeted civilians gathering in a crowded market in Al-Maadi neighbourhood. Twenty people were killed, including three women and five children. Some survivors lost limbs.
28. On 20 December, a barrel bomb was dropped on a family home in Al-Sukkari neighbourhood. Five civilians were killed including one woman and two children. At least forty were injured including a five-year-old boy. Due to shrapnel injuries to the head, the boy now has limited ability to move and speak. Ten residential buildings were destroyed.
29. Again on 24 December, multiple barrel bombs struck Al-Sukkari neighbourhood. The bombs fell on residential areas and the shopping district. At least 30 people were killed and more injured. Twelve residential building collapsed. One bomb hit a gas station, causing deaths by burning as well as serious injuries. Another bomb hit a mosque where children were receiving religious instruction. Consequently many children were killed.
30. At noon on 28 December, a Government helicopter released multiple barrel bombs over Al-Myasser neighbourhood. One of the injured was a 14-year-old boy who received shrapnel injuries to the head. He underwent an operation to remove the shrapnel from his brain but this proved unsuccessful. Consequently, the boy has lost the ability to speak and is partially paralysed. In a separate barrel bomb attack, helicopters dropped barrel bombs on a vegetable market, while civilians sought to buy food. Over 25 people were killed.
31. On 1 January, a helicopter also dropped barrel bombs on Al-Sukkari neighbourhood. The bombs landed in the main shopping area, killing 20 people and injuring many others. Commercial premises were destroyed.
32. Barrel bomb attacks occurred in Al-Bab on 30 November, 1 December and 12 January 2014.
33. Government forces dropped barrel bombs on other civilian-inhabited towns and villages in Aleppo governorate. On 21 November, a helicopter dropped barrel bombs on Souran, killing 14 civilians, including women and children. At least one man, a passenger in a car, lost his leg in a shrapnel injury.
34. On 23 November, helicopters targeted the industrial zone of Sheikh Najar with barrel bombs. Three people – civilian workers – were killed. There were an unspecified number of injuries as well as significant destruction of property. On the same day, helicopters released barrel bombs over Tadeh, south of Al-Bab city killing 15 people. Children were among the dead. One bomb struck a fuel seller. The ensuing blaze burnt people to death and caused serious burns to survivors.
35. On 28 November, a Government helicopter dropped barrel bombs over Dawar Qadi Askar during the day when people were out shopping. At least 14 people were killed including children and one pregnant woman. The barrel bombs caused a residential building to collapse and severed the main water supply line.
36. On 19 December, a nine-year-old girl lost both of her legs in a barrel bomb attack on Hreitan. The girl was playing with some other children on the roof of her apartment block when they heard the sounds of a helicopter overhead. The helicopter was flying too high to be visible. While the other children ran, the girl was the last off the roof and lost her limbs in a shrapnel injury. On the same day, in a barrel bomb attack on Minbij, five civilians, including three children, were killed and nine were injured. A residential building and several cars were also destroyed.

Dara'a governorate

37. December 2013 and January 2014 saw an increase in the use of barrel-bombs.

38. In mid-December, a warship helicopter dropped barrel bombs on Jasem city, killing over twenty civilians. On 3 January 2014, barrel bombs were dropped from helicopters on residential areas in Inkhil and Jasem, following an attack by armed group fighters' on an army checkpoint.

Damascus governorate

39. January 2014 saw a dramatic increase in the use of barrel-bombs on Damascus governorate, with Daraya being particularly hard hit.

40. On 7 January 2014, barrel bombs killed an unspecified number of civilians in Douma, a suburb of Damascus city. On 14 January, Government helicopters dropped barrel bombs on civilian-inhabited areas in Daraya, Arbin and Zabadani, all in the Damascus countryside. This campaign is ongoing.

Conclusion

41. Government forces consistently failed to employ precision weapons when attacking targets in dense urban areas. Repeatedly throughout the reporting period, they deployed highly imprecise munitions with an expansive impact zone. Inevitably, these weapons killed and injured large numbers of civilians. Such weapons included barrel bombs.

42. Where barrel bombs were built as de facto incendiary weapons, they also violated rules of international humanitarian law prohibiting the use of weapons that cause superfluous injury, unnecessary suffering or that are indiscriminate by nature.

43. Government helicopters dropped barrel bombs in the hours before break of fast during Ramadan, on fuel depots, and on busy market areas. The information strongly indicates that the manner in which the attacks were carried out, the timing and duration of the attacks demonstrates that the aim of the Government's campaign of barrel-bombing was to terrorise the civilian population present in the areas attacked, with the clear message that no civilian was safe anywhere at any time of the day or night.

Annexe VII

[Anglais seulement]

Assaults on medical care

I. Introduction

1. The deliberate targeting of hospitals, medical personnel and transports, the denial of access to medical care, and ill-treatment of the sick and wounded, has been one of the most alarming features of the Syrian conflict. According to multiple accounts collected by the Commission of Inquiry, Government forces and affiliated militias interfere with and instrumentalise medical care to further strategic and military aims. Evidence collected by the Commission leads to an overwhelming conclusion: Government forces deny medical care to those from opposition-controlled and affiliated areas as a matter of policy. The policy is implemented through attacks on medical units, by endangering hospitals, targeting medical personnel, and interfering with patients receiving treatment. Victims relay harrowing accounts of the wounded and sick languishing at checkpoints unable to reach medical treatment, coming under renewed attack in hospital and doctors providing impartial aid being arrested and targeted. There is also evidence that some anti-Government armed groups have attacked hospitals in certain areas.

2. Article 3, common to the four Geneva Conventions of 1949, binding all parties to the non-international armed conflict in Syria, requires the wounded and sick be collected and cared for. Customary international humanitarian law also affords special protection to hospitals, medical units and healthcare personnel. Under Syria's constitution, adopted in 2012, the Government must "protect citizen's health and provide means of prevention, treatment and medication." International Human Rights Law prohibits the arbitrary deprivation of life. The right to health, enshrined in the International Covenant on Economic, Social and Cultural Rights, to which Syria is party, contains a non-derogable core obligation to ensure the right of access to health facilities, goods and services on a non-discriminatory basis, especially for vulnerable or marginalized groups, as set out in General Comment No. 14. Intentionally directing attacks against hospitals and places containing the sick and the wounded and against medical units using the Red Cross or Red Crescent emblem is a war crime in non-international armed conflict.

3. The Commission is presenting this thematic conference room paper to the 24th session of the Human Rights Council to highlight an enduring and underreported trend in the ongoing conflict. The findings that follow are emblematic examples documented by the Commission working within its methodological limitations and within the constraints on access imposed by the Government. The incidents described are indicative of wider patterns. The denial of medical care as a weapon of war is a distinct and chilling reality of the war in Syria. By rejecting the irrefutable and universally accepted principle that those wounded in hostilities must be treated, the parties to the conflict in Syria are setting a dangerous precedent.

II. Attacks on hospitals and medical units

4. Since the beginning of Syria's unrest, Government forces have strategically assaulted hospitals and medical units to deprive persons perceived to be affiliated with the opposition of medical care. In an early example, Special Forces raided and closed down a

hospital in Mouadamieh, Damascus because it treated injured protesters. They arrested patients, doctors and nurses.

5. As the violence escalated in early 2012, Government forces bombed and shelled opposition-operated field hospitals providing treatment to the wounded. The pattern of attacks indicates that Government forces deliberately targeted hospitals and medical units to gain military advantage by depriving anti-Government armed groups and their perceived supporters of medical assistance. These attacks continue to date.

6. In Homs, hospitals and medical units came under violent attack throughout 2012. In February and March, Government forces shelled field hospitals in Bab Amr from nearby villages. Three field hospitals providing emergency first aid were hit multiple times, causing considerable damage. The operating room of one field hospital was entirely destroyed. According to one victim, "The only warning was the noise made by the shell as it was fired." Following aerial surveillance by Government helicopters, a field hospital in Al-Qusayr received repeated artillery fire throughout May and June. Medical staff explained that the hospital did not use distinctive emblems, so as not to attract fire from Government forces.

7. Government forces repeatedly targeted hospitals in Tal Rifat during military operations in northern Aleppo governorate between April and August 2012. On 5 April, a private hospital was aerially bombarded, reportedly from Mennagh airport. Also in April, Tal Rifat public hospital was destroyed by airstrikes and forced to close. Field hospitals attempted to continue providing care but were attacked by fighter jets from May to early August. There was a strong belief among survivors that the hospitals were targeted because they provided treatment to opposition fighters and civilians affiliated with the opposition.

8. As anti-Government groups took control of eastern and southern Aleppo city on 19 July 2012, Al-Zarzou Hospital in Ansari neighbourhood came under mortar fire by Government forces, damaging the fifth floor and forcing an evacuation of patients. The hospital became administered by the opposition-affiliated Aleppo City Medical Council and was subsequently attacked by Government mortars in December 2012 and aerially bombarded in February and March 2013, causing considerable damage.

9. Aleppo's Dar Al-Shifa public hospital also suffered repeated attacks between August and November 2012. On 12 August, helicopters fired artillery shells at the hospital, and in early October rockets hit the hospital. On 12 November, the hospital was targeted by a missile strike. These attacks injured and killed civilians receiving treatment in the hospital and medical personnel, significantly damaged the hospital's infrastructure and substantially reduced its ability to treat patients. On 11 August 2012, the state hospital in Tafas, Dara'a was attacked after helicopters surveyed the area. Patients receiving treatment at the time were evacuated, while others were killed in the attack. On 20 June 2013, a fighter jet dropped a bomb on the National Hospital of Al-Raqqa, causing the total destruction of the intensive care unit and injuring three medical staff members.

10. In June 2012, Government forces began a concerted targeting campaign on field hospitals in Al-Haffe, Latakia. One field hospital, located in a private home in Jingil village, was shelled on 5 June, and another field hospital, operating from a mosque in Al-Zankoufa village, was hit on 13 June. The field hospitals were providing first aid to the sick and wounded and were staffed by volunteers and several doctors and nurses. Throughout December 2012 and January 2013, Government forces attacked field hospitals in Yarmouk Camp, Damascus. Fayiz Halwa and Al-Basil hospitals were repeatedly hit with mortar fire, causing extensive damage to their infrastructure and ability to provide medical aid.

11. Al-Huda private hospital in Sbaneh, Damascus was shelled on 25 July 2012. As well as a floor dedicated to wounded fighters, the hospital contained a maternity ward and an emergency trauma care unit. Survivors and eyewitnesses believed the hospital was

deliberately shelled from a Government military base in Mount Qassioun. The Al-Majana private hospital in Ariha, Idlib, was hit by rocket fire on 28 August 2012. The attack damaged the emergency wing. The following day on 29 August, Government and pro-Government forces raided the hospital, destroying equipment, harassing the medical staff and accusing them of providing medical treatment to anti-Government armed group fighters. One doctor present during the attack explained, "If doctors treated opposition fighters, they were considered to be part of the opposition." Al-Saeed private hospital in Al-Arfi, Dayr az Zawr treating wounded civilians and fighters alike was repeatedly targeted between 19 July and 26 November by Government forces positioned on the bank of the Euphrates River. It was shelled on five occasions, injuring numerous patients and medical personnel. The hospital closed due to damage suffered.

12. In 2013, hospitals in Dara'a came under concerted attack. Since February, after Government forces withdrew from Jasem, field hospitals inside the town have been repeatedly shelled and aerially bombarded. Doctors and medical volunteers operating the field hospitals have been forced to relocate every few days to avoid being targeted. Since February, field hospitals in Tariq Asad in Dara'a Al-Balad have been shelled almost continuously, killing doctors and patients. As such attacks continue, field hospitals have literally been driven underground, forced to operate in the basements of houses.

13. Anti-Government armed groups have also attacked medical facilities. On 14 April 2012, 250 Al-Farouk Brigade fighters attacked the National Hospital in Jurat Al-Shayyah, as part of a military offensive on Homs city. After several days' resistance from Government forces, the Al-Farouk Brigade took control of the hospital. The Brigade took no precautions to avoid civilian casualties or to protect the sick and wounded during the attack. Government forces responded with aerial bombardment, which largely destroyed the hospital on 17 April.

14. In a recent incident, in late May 2013, anti-Government armed groups attacked the National Hospital in Dara'a, causing considerable damage. A member of the FSA brigade that carried out the attack on the hospital said that his group believed that there were approximately 50 patients in the hospital, and that all were affiliated with the Government. When orders were given to attack the hospital, none of the fighters involved protested that it was a protected object and no warnings were given prior to the attack.

III. Endangering hospitals

15. Placing military objectives in hospitals constitutes a failure to take all feasible precautions to protect civilians from the effects of attack. Such acts also contravene the fundamental obligation to respect and protect medical units. Using hospitals, outside their humanitarian function for acts harmful to the enemy, such as sheltering able-bodied combatants, storing arms or ammunition, as military observation posts or shields for military action, leads to a loss of their protection, exposing such hospitals to a risk of attack. This may prevent the impartial provision of medical treatment, endanger patients and medical professionals, and compromise the humanitarian function of medical facilities. Ultimately, this has a grave impact on the fulfillment of the obligation under common article 3 to care for the sick and wounded. Further, failing to respect the emblem of the Geneva Conventions undermines its protective purpose.

16. On 22 March 2011, Government forces entered the National Hospital in Dara'a city, cleared the hospital of non-essential medical staff and positioned snipers on the roof of the hospital overlooking the Omari mosque. The following day, the snipers fired on protesters. Snipers remained stationed on the National Hospital until May 2013, firing on sick and wounded persons attempting to approach the hospital entrance. Security forces also

continued to occupy the hospital until that date, ensuring only Government soldiers or civilians from Government-controlled areas of Dara'a received care. In late May 2013, anti-Government armed groups attacked the National Hospital in Dara'a.

17. As Government forces withdrew from Jasem in February 2012, Military Security retained control of Amal Hospital until 28 April 2013. At least three tanks were stationed in its courtyard, yet the hospital remained operational.

18. In Homs, Government forces conducted hostilities from several hospitals. In April 2012, Government forces established two military checkpoints at the perimeter of Al-Rastan hospital. Following attacks by opposition fighters, Government forces occupied the hospital, positioning military personnel, snipers and tanks within the hospital grounds. By October 2012, the sick and wounded could not approach the hospital for fear of being fired upon, stating, "the hospital has become a military base." Since at least December 2011, Government armed forces have been positioned inside the National Hospital in Al-Qusayr, Homs Governorate. In 2012, wounded and sick persons seeking medical care were hit by sniper fire from the hospital. Passersby and nearby residents were also targeted. As the Government began its Al-Qusayr operation in May 2013, it positioned tanks and heavy artillery within the hospital. Snipers, tanks, armoured personnel carriers and heavy artillery were also placed around and inside Abdul Qadir Al-Shaqfa Military Hospital in Al-Waer, Homs. According to former hospital staff, the hospital was used to launch attacks on Al-Waer and Jurat Al-Shayyah neighbourhoods in May 2013.

19. Accounts from June 2012 describe the occupation of the National Hospital in Al-Haffe, Latakia by soldiers and military personnel. Snipers positioned on the hospital roof targeted all those approaching the hospital, preventing access to medical treatment.

20. In September 2012, a Free Syrian Army (FSA) brigade in Mo Hassan, Dayr az Zawr, established a compound in an elementary school, exposing the field hospital located in the adjacent high school to attack. On 9 September and 29 September, the schools were targeted by airstrikes from fighter jets, causing significant damage to the field hospital. During the FSA offensive on Hefaya, Hama, around 18-20 December 2012, another FSA brigade attacked checkpoints surrounding the National Hospital, gaining control of the hospital. The National Hospital had been used as a base by Government forces.

IV. Targeting of medical personnel and transport

21. One of the most insidious trends of the armed violence in Syria has been the targeting of healthcare personnel. Ambulance drivers, nurses, doctors and medical volunteers have been attacked, arrested, unlawfully detained, and disappeared. Anti-terrorism laws issued on 2 July 2012 effectively criminalised medical aid to the opposition. Laws 19, 20 and 21 contravene the customary international humanitarian law rule that under no circumstances shall any person be punished for carrying out medical activities compatible with medical ethics, regardless of the person benefiting therefrom.

22. From April to June 2011, Government forces carried out a wave of arrests against medical professionals in Damascus. In April, five doctors working at Al-Fateh Hospital and Al-Mowasah University Hospital were arrested and detained after they refused to comply with Military Intelligence orders to deny treatment to injured protesters. Three doctors were tortured in Air Force Intelligence custody. Security forces arrested and mistreated a pharmacist in Mouadamieh, accused of providing treatment to protesters. In June 2011, two doctors working at the Tishrin Military Hospital were summoned to Military Security Branch 291 in Kafr Sousa, where they were detained, interrogated about their activities in support of demonstrators and ill treated. Upon release, the Military Services Administration discharged them from duty.

23. Intelligence and law enforcement agencies have forcibly disappeared medical personnel providing treatment to perceived opposition supporters. From June 2011 until early 2012, Government security services repeatedly raided Bab Sbaa National Hospital in Homs, arresting doctors and nurses. One nurse explained that “at one point there were no more doctors left in the hospital.” During 2012, Government forces conducted a wave of arrests and extra-judicial executions of medical personnel working at Aleppo’s opposition affiliated Al-Zarzou Hospital. In June 2012, Air Force Intelligence arrested three medical professionals at the hospital. Their burned bodies were found three days later. In July 2012, Dr. Nur Maktabi, a senior doctor at Al-Zarzou Hospital went missing. In December 2012, he was found dead. A surgical assistant at Al-Zarzou Hospital disappeared in October 2012. In mid-December 2012, the hospital’s anaesthetist disappeared at a Government-controlled checkpoint on his way home from Aleppo.

24. In early 2012, a doctor was arrested by soldiers of the 6th division while treating patients at a state hospital in Idlib. In February 2012, Government forces arrested a doctor who treated FSA soldiers at Meydani Hospital in Latakia. On 28 June 2012, police in Damascus arrested, detained and subjected a nurse to psychological torture while interrogating her about patients she had treated.

25. Persons who received treatment in field hospitals often faced arrest and interrogation as to the names and locations of the hospitals and doctors who provided them with medical care. This has led to the arrest of doctors, as recorded in Dara’a in April and July 2011. In 2012 and 2013, doctors operating in field hospitals in Homs were allegedly declared wanted persons by Government security forces for providing support to the opposition. After a Government forces ground operation on Al-Haffe, Latakia in June 2012, pro-Government militia fighters killed a doctor working at the field hospital operating in a mosque in Al-Zankoufa village.

26. Persons delivering medical supplies have also been targeted. In March 2012, Government security forces reportedly listed a pharmacist who established first aid clinics in Idlib as a wanted terrorist and member of the armed opposition. In August 2012, officers at a Government checkpoint in Athman, Homs, stopped and searched an ambulance delivering medical supplies. The driver of the ambulance was taken to an intelligence service detention facility. Two weeks later, the National Hospital in Dara’a released his body, bearing extensive injuries consistent with severe torture.

27. Since the beginning of the conflict, at least 20 Syrian Arab Red Crescent volunteers have been killed, in some cases by sniper fire, while aiding the wounded or delivering relief supplies. Dozens others have been arrested and detained by the Government. On 7 September 2011, a Red Crescent ambulance evacuating wounded civilians was attacked next to a Government checkpoint in Al-Hamediyah, Homs, killing one paramedic and injuring three others. In May 2012, the Syrian Arab Red Crescent unit in Azzaz, Aleppo discontinued frontline work having suffered consistent sniper fire while attempting to evacuate the wounded. Also in May, the Red Crescent office in Azzaz was shelled. In July 2012, a Red Crescent volunteer was killed by a sniper near Abdel Aziz mosque in Dara’a city’s Al-Mahatta neighbourhood, while carrying out humanitarian duties. On 24 August 2012, a Government sniper shot and injured a Red Crescent nurse near Al-Omari mosque in Dara’a. The sniper was located 200 metres away and would have seen his uniform and distinctive emblem. In early September 2012, a sniper in Al-Midan neighbourhood in Aleppo city shot a medical emergency worker in full medical uniform and holding a medical bag bearing the Red Crescent logo. In March 2013, Government forces seized a Red Crescent ambulance in Jobar, Damascus. The ambulance personnel, all in uniform bearing the Red Crescent emblem, were arrested and detained by security services for 10 days.

28. Recently, a Syrian surgeon working in an Aleppo hospital operated by Médecins Sans Frontières, was killed. His body was found on 3 September 2013. He had been treating victims of the conflict.

29. The clearly established pattern indicates that Government forces deliberately target medical personnel to gain military advantage by depriving the opposition and those perceived to support them of medical assistance for injuries sustained. While Government harassment and targeting of medical personnel continues, it appears to have diminished in 2013 because a considerable number of doctors have left the country or accepted the restrictions that security forces imposed on hospitals.

30. Other doctors have left Government-controlled areas and attempted to ensure continuity of medical care in opposition-controlled areas. However, there are increasing indications that certain anti-Government armed groups also fail to respect medical personnel. In late April 2013, the head doctor of a field hospital in northern Aleppo city was detained by members of Jabhat Al-Nusra after he refused to display their banner in the hospital, insisting that the hospital was a neutral space. The doctor was held by the Sharia Committee for several days.

31. The Commission documented one case in which an armed opposition group targeted an ambulance. This occurred on 16 August 2013, when Hamad Abd al Jalil Battalion fighters attacked a Kurdish Red Crescent ambulance in Al-Hasakah, killing the patient, the ambulance driver and paramedic. Before firing upon the clearly marked ambulance, the fighters had targeted it with an IED on the Ras Al-Ain - Desbasiyeh road.

V. Interference with care and ill-treatment

32. Security forces have arrested and detained wounded persons in medical facilities, claiming bullet or shrapnel wounds as evidence of participation in opposition activities. The overbroad formulation of Law 19, article 10 allows its application in a manner that requires doctors to inform on patients in all cases, which is inconsistent with international humanitarian law's insistence that "persons engaged in medical activities shall not be compelled to perform acts or to carry out work contrary to medical ethics or to other medical rules designed for the benefit of the wounded and sick". In several instances, medical personnel refused to treat persons for fear of arrest. In Aleppo, Damascus, Dara'a, Dayr az Zawr, Hama, Homs, Idlib and Latakia governorates, wounded and sick persons were denied treatment on sectarian or political grounds by Government forces. Healthcare has become militarized to the extent that many in need elect not to seek medical assistance in hospitals for fear of arrest, detention, torture or death. Through such measures, the Government has deliberately obstructed the efforts of the sick and wounded to receive help.

33. In exploiting medical care to further strategic and military aims, Government forces have engaged in agonizing cruelty against the sick and wounded. The Commission has recorded consistent accounts spanning the conflict of the ill-treatment and torture of persons in military hospitals. There are strong indications of collusion between military hospitals and various security agencies in the use of torture.

34. Between April and August 2011, security officers, at times with the involvement of medical personnel, beat persons in the emergency trauma ward of the Military Hospital of Tishrin, Damascus. Most victims of this ill-treatment were protesters that had been injured by Government forces.

35. The Military Hospital of Aleppo contains a detention ward operated by the Aleppo Military Security branch. According to former doctors and medical personnel who worked in the hospital between November 2011 and December 2012, patients in this ward are

heavily guarded by security officers, chained to their beds and blindfolded. Security personnel act as intermediaries between patient and doctor, often obstructing medical care as a torture and interrogation tactic.

36. Former patients, doctors and medical personnel have consistently described the alarming treatment of persons in Military Hospital No. 601 in Al-Mezzeh, Damascus. Accounts indicate that some medical professionals have been co-opted into the maltreatment. Since 2011, Military Security, Military Intelligence, Air Force Intelligence, the Security Department of the Syrian Army's 4th division and the Republican Guard have brought detainees to separate security wards inside the hospital. Detainees, including children, have been beaten, burned with cigarettes, and subjected to torture that exploits pre-existing injuries. Many patients have been tortured to death in this facility.

37. Consistent accounts from Abdul Qadir Al-Shaqfa Military Hospital in Al-Waer, Homs, indicate that security officers tortured persons brought for medical treatment from April 2011 to September 2012. Doctors were ordered to keep victims alive so that they could be interrogated further. Eyewitnesses describe how patients were chained to their beds and blindfolded, provided minimal food and water and subjected to harsh treatment.

VI. Conclusion

38. Violence against healthcare has significant compound effects, causing dramatic increases in mortality among the sick and wounded. The breakdown of medical services in wartime disproportionately affects vulnerable segments of the population, such as children under the age of five, nursing mothers, the disabled and elderly. In Syria, their suffering is exacerbated by the conduct of the parties to the conflict. As documented in the Commission's previous reports, both Government forces and anti-Government armed groups have employed siege warfare, preventing the passage of humanitarian aid and basic necessities, including medicine and medical supplies. Such tactics have long-term repercussions on the ability of entire communities to treat war-related and chronic healthcare problems.

39. Syria's healthcare system has fragmented along conflict lines. According to UNRWA, 32 of the country's 88 public hospitals have closed. Twenty-six of those closed are in Aleppo, Damascus, Homs and Dayr az Zawr, the four governorates most affected by the conflict. The Government reported in March 2013 that 10-15% of doctors have left the country. In contested areas, the healthcare system has largely fallen apart and is being replaced by an improvised, inadequate system, constantly at risk of attack by Government forces. Hospitals that remain operational under Government control often lack impartiality.

40. Government forces have abused the vulnerable, the wounded and the sick, exploiting their need for medical aid to further military aims. By attacking medical facilities, using hospitals as bases for military action, targeting medical personnel and interfering with patients receiving treatment, Government forces have perpetrated a concerted policy of denying medical aid to those affiliated with or part of the armed opposition. The first efforts to humanise warfare focused on the protection of the sick and wounded and those providing them with care. The incidents and patterns recorded reveal that the actions of the Syrian Government from 2011 to date have been a cynical betrayal of this fundamental principle.

41. The documented incidents of anti-Government armed group attacks against hospitals are of grave concern, as they demonstrate a disregard for the specially protected status of healthcare facilities and a failure to take precautions to avoid civilian casualties and protected the sick and wounded.

42. The Commission of Inquiry on the Syrian Arab Republic reaffirms its recommendations (A/HRC/24/46) regarding the need to ensure the protection of civilians and compliance with international humanitarian law. The parties to the conflict must respect the special protection afforded to medical facilities and personnel. The Commission entreats the Government to fulfill its obligations under international human rights law to ensure the right to health, a right that is closely and inextricably linked to the rights to life, human dignity, non-discrimination, equality and the prohibition against torture and ill-treatment.

Annexe VIII

[Anglais seulement]

Map of the Syrian Arab Republic

